

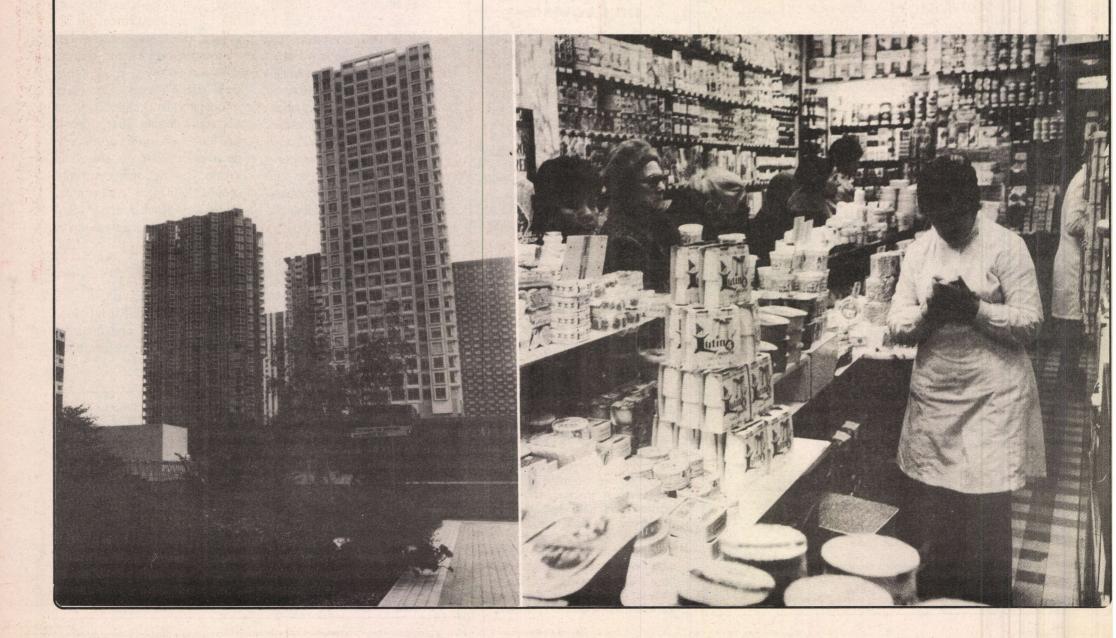
Loyers: la loi des vautours

D 7

Les instituteurs dans la rue

Hebdomadaire - paraît le samedi - Nº 975 - 7 février 1987 - prix: 6 F

Ils gèlent les salaires ils font flamber les prix



The Congress Westerness and the Congress of Constitution of States of the Congress of the Cong

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Page 10

- Italie : les dockers de Gênes ne veulent pas être "restructurés".
- Métilla: la population arabe rejette le colonialisme espagnol.

Tiers Monde : pas de vaccins pour les pauvres.

- Page 11
 Philippines : Aquino plébiscitée par les urnes, mais l'armée reste maîtresse du
- jeu.
 Tchad : Habré veut consolider son régime au moyen de la guerre.

EN FRANCE

Page 4
— Les Instituteurs dans la rue.

- Page 5
 PCF: ce n'est pas tant les rénovateurs qui gênent la direction, c'est le risque d'un débat à la base.
- PS : Ok, pour mettre la balle au centre. Mais qui sera le chef d'équipe ?

Page 6

- Foyers de jeunes travailleurs. HLM: dinosaure et cage à lapins.

SNCF : Dépôt de Perrigny-Dijon.

Page 7

- Lovers : la loi des vautours

Page 8

- Le gouvernement encourage la reprise de l'inflation. - Taxation des chèques : c'est beau, la libre concurrence !

- Salaires: il n'y a rien à ramasser autour du tapis vert.
- Parisbas : le Loto, c'est moins cher.

Leur argent nous intéresse.

Page 12

Dans les entreprises : Amédée-Prouvost (Roubaix) ; RATP ; Renault (Flins) ; Crédit Lyonnais (Paris); CHR (Toulouse).

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui'en opprime un autre ne peut pas être un peuple

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.

BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.

SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans. Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS,

Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.

Directeur de la publication et responsable de la rédaction :

Michel RODINSON.

Tirage: 15.400 exemplaires.

Composition: Point Virgule Photocompo, Paris. Impression: Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis

(Seine-Saint-Denis)

Commission Paritaire des Publications nº 64995.

Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE **B.P. 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Abonnements et soutiens : Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON. Virements postaux à : Michel RODINSON, **CCP PARIS 6851 10 R.**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1):

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F - pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI Abonnement pour un an (France) : 80 F

PRÉNOM_

ADRESSE_

__ Code Postal _ Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande.

(1) Rayer les mentions inutiles.

HOLD-UP SANGLANT A CHAMPIGNY

Braqueurs et profiteurs

Le hold-up du supermarché Leclerc de Champigny-sur-Marne s'est finalement soldé par la mort de trois personnes : une fillette de treize ans et demi, un convoyeur de fonds, et l'un des gangsters dont le cadavre a été retrouvé dans le Nord.

L'émotion créée par ce fait divers a été d'autant plus grande, que chacun peut s'imaginer dans la peau d'un client de supermarché se retrouvant au bout du revolver ou de la mitraillette d'un braqueur.

Les transferts de fonds occasionnés par la recette des supermarchés, provoquent et continueront de provoquer la convoitise des malfrats. Mais il n'y a pas que la convoitise sans scru-

pule des gangsters qui soit responsable de la mort d'innocents. Il v a aussi la mentalité des propriétaires de ces magasins mus, eux aussi, par l'appât du gain.

Cela fait des années que les convoyeurs de fonds réclament la construction de sas dans les grandes surfaces, permettant de faire les transferts de fonds complètement à l'écart de la clientèle et leur évitant d'avoir à traverser la foule à pied, avec la recette. Mais très peu de magasins sont pourvus de ce système. Plutôt que de consacrer un tout petit peu de leurs bénéfices à cela, ils ont pour la plupart choisi jusque-là de payer plus cher pour la surveillance à l'intérieur des magasins contre les voleurs

de yaourts ou de pommes à l'éta-

Qui plus est, les propriétaires de supermarchés ne font rien pour que les transports de fonds se fassent en dehors des heures où la clientèle afflue. Ils font entrer l'argent en banque le plus rapidement possible, et sont plus intéressés par les gains de quelques agios que par la protection de leurs clients.

"Le fric avant tout". Cette devise n'est pas que celle des gangsters. Elle est aussi celle des propriétaires de supermarchés. La vie d'une fillette, celle d'un convoyeur de fonds payé 4.500 F par mois, ils ne sont pas à ça près, les uns comme les

Mort suspecte d'un jeune Maghrébin passé par un commissariat

Un jeune Algérien de 26 ans, Nasser Hamoudi, a été trouvé mort dans une cité des Lilas, le 8 janvier dernier. Selon le médecin légiste, il serait mort d'une overdose.

Mais deux jours avant, il était sorti du commissariat de Noisyle-Sec — où on l'avait emmené sous l'accusation de vol à l'étalage — portant des traces de coups et souffrant de la tête au point de nécessiter une hospitalisation. Sa mère et sa sœur, qui étaient allées le rechercher et protester auprès de la police, disent avoir été elles-mêmes

frappées et injuriées par les policiers.

La famille a porté plainte contre les violences policières et réclame une enquête pour connaître les causes exactes de sa mort. Trois semaines après, les résultats de l'autopsie ne lui ont pas encore été communiqués.

Une manifestation de protestation contre les brutalités policières est organisée samedi 7 février devant la mairie de Noisy-le-Sec par le "Comité pour la justice pour Abdel et les autres". Ce comité, constitué lors de l'assassinat d'un jeune Maghrébin par un policier ivre à Pantin, n'a pas eu à attendre longtemps pour intervenir à nouveau.

Au commissariat de Noisy, on dit "avoir la conscience tranquille". Mais de Loïc Lefebvre, assassiné par le CRS Burgos, à Abdel, en passant par Malik Oussékine, mort après avoir été matraqué par les voltigeurs, les policiers ont souvent démontré - en particulier face à des immigrés — qu'ils ont la matraque, et parfois la gâchette, faciles.

Les vaches de Bavière et les plaies de l'Egypte

Cent cinquante wagons transportant trois mille tonnes de lait en poudre fortement irradié ont été bloqués par les autorités de deux ports allemands. Ce stock venu de Bavière présentait une radioactivité plusieurs fois supérieure aux normes maximales autorisées, conséquence de l'accident de la centrale russe de Tchernobyl.

Les vendeurs ont prétendu que ce lait était inoffensif car destiné à être dilué et administré aux animaux en Egypte et en Angola, les deux pays clients!

Les capitalistes de la Ruhr utilisent des "têtes de Turc" pour travailler dans leurs usines nucléaires, ceux de Bavière font leur fromage sur le dos des estomacs égyptiens. Ce n'est pas seulement la mentalité de ces profiteurs sans scrupules qui est ignoble. Cette affaire nous apprend aussi que l'Europe des verts pâturages trouve le moyen de vendre ses excédents laitiers aux pays pauvres.

Pas pour nourrir les gosses faméliques d'Angola, l'un des pays d'Afrique où on meurt de faim aujourd'hui. Pas pour être bu par les enfants des bidonvilles du Caire qui survivent en triant les tas de détritus. Non, pour élever du bétail qui servira à la consommation des privilégiés locaux et surtout à l'enrichissement des organisateurs européens de ce commerce. Les pays riches empoisonnent la planète. Et pas seulement durant les lendemains de pollution nucléaire.

Rossignol, la marque qui descend schuss

Les championnats du monde de ski alpin n'étaient pas terminés, à Crans-Montana, en Suisse, qu'à la Bourse à Paris, les actions du fabricant de ski Rossignol amorçaient leur descente. On n'est jamais si bien que chez soi, car si en Suisse le champion français Frank Picard perdait 2,5 secondes sur son concurrent Pirmin Zurbingen, la descente de ses skis dépassait déjà 2,7 points à la Bourse de Paris.

Bien sûr, peu content de voir l'insuccès des hommes-sandwichs de la firme Rossignol sur les pistes suisses entraîner une polémique sur la qualité de leurs planches, un responsable de la firme s'est empressé d'expliquer que la chute des actions n'avait rien à voir avec l'échec des sportifs. Elle serait seulement due à la volonté de certains actionnaires de toucher rapidement, en vendant leurs actions, les bénéfices de la hausse que ces actions Rossignol auraient enregistrés en décembre dernier. Bref, après le tire-fesses constitué par les perspectives de vente des skis de la saison, les actionnaires prendraient leur pied au sommet, quitte à déclencher une avalanche du cours des actions après

Quelle que soit la part respective de ces deux motifs, il reste un fait incontestable. La France en ski a obtenu une médaille d'or : celle de la descente en



Je timbre... ou je vais à pied porter ma lettre même vieux et malade, si je suis pauvre! Une pub de la Sécurité sociale qui l'affiche mal....

EDITURIAL

Ils gèlent les salaires et font flamber les prix

es prix qui n'avaient jamais cessé de monter sont en passe cette fois de flamber. Tous les prix. Le "petit noir" et la bière augmentent au comptoir des cafés. Des ailes poussent à la baguette de pain dans certaines boulangeries. Les propriétaires annoncent des hausses de loyers de 50 ou 100 %. Les réparations automobiles qui avaient démarré sur les chapeaux de roue ces derniers mois, passent à la vitesse supérieure en janvier: 10 % d'augmentation en moyenne en quatre semaines. Et puis, dernière nouvelle, les tarifs d'assurances auto s'apprêtent à faire un bond. C'est ce qu'a annoncé le président d'une des plus grandes compagnies d'assurances, approuvé par son syndicat patronal.

Balladur a jugé "irresponsable" le comportement des compagnies d'assurances. Irresponsable mais pas inadmissible, ce qui signifie que les assureurs ne vont pas pour autant se voir retirer la liberté de fixer leurs tarifs.

Car c'est le gouvernement qui leur a donné le feu vert, en "libérant" tous les prix. Et elle est belle, leur liberté des prix! Liberté pour les garagistes d'augmenter les prix de leurs réparations automobiles, tout en gardant soigneusement bloqués les salaires de leurs ouvriers. Liberté pour les compagnies d'assurances d'ajouter leur propre augmentation à celle des garagistes, tout en gardant également bloqués les salaires des employés: le syndicat patronal des assureurs a annoncé il y a quelques jours qu'il recommande dans la branche 0 % d'augmentation de salaires en 1987. 10 %, 50 %, 100 % pour les

uns ! 0 % pour les autres ! La liberté de s'enrichir

pour les plus riches, de s'appauvrir pour les plus pau-

vres. La voilà, leur liberté du fric!

Cette liberté sauvage des prix on en a eu un autre exemple avec les loyers. Des propriétaires privés mais aussi des organismes dits sociaux, dépendant de l'Etat, ont adressé des augmentations de loyers allant parfois juqu'à 100 % à leurs locataires. Oh bien sûr les propriétaires n'obtiendront pas forcément tout cela, tout de suite, partout. Ces hausses, ils devront parfois les étaler sur plusieurs années. Mais le ton est donné: beaucoup de locataires ne pourront pas payer et devront partir.

L'inflation, on nous racontait il y a quelques semaines, quand les cheminots étaient en grève, que des hausses de salaires en seraient responsables! Surtout, pas d'augmentation de salaires nous a-t-on dit! Ce serait inflationniste, ça ferait augmenter les prix, le chômage et empirer la situation.

Mais quand le bénéfice de l'inflation est pour leur poche, les possédants n'ont plus aucune crainte. Après eux, le déluge!

Alors les travailleurs risquent d'avoir 30 % d'augmentation de loyer, 10 % d'augmentation de coiffeur, 10 % d'augmentation de garagiste, 30 %... etc, etc. et 0 % d'augmentation de salaire!

La liberté d'augmenter les prix et de maintenir les salaires, c'est-à-dire de faire baisser le pouvoir d'achat, voilà ce que veulent ces bourgeois rapaces, pressés de faire de l'argent rapide et facile. Dans leur système, les travailleurs sont exploités et grugés doublement : une première fois comme salariés et une deuxième fois comme consommateurs.

Ceux qui nous disent que la crise imposerait de faire des sacrifices n'en font aucun. Notons-le. Retenons-le. Et présentons le plus vite possible notre facture!

Arlette LAGUILLER

MANIFESTATIONS ÉTUDIANTES EN ESPAGNE:

Est-il plus difficile de faire tomber un Devaquet de gauche qu'un Devaquet de droite?

De violents affrontements ont eu lieu à Madrid dans la nuit de mardi 3 à mercredi 4 janvier entre manifestants, étudiants et lycéens, et policiers. La contestation étudiante qui dure depuis maintenant plus de deux mois en Espagne (la première manifestation importante avait eu lieu à Madrid le 4 décembre dernier, le jour même de la grande manifestation étudiante de Paris qui s'était terminée par les affrontements place des Invalides) ne cesse de s'amplifier.

Mardi soir le ministre espagnol de l'Education nationale, ainsi que le ministre de l'Intérieur venaient s'expliquer devant les Cortès (le Parlement espagnol), l'un sur sa politique en matière d'éducation, l'autre sur l'attitude de la police lors des manifestations du 23 janvier où elle avait brutalement matraqué des jeunes manifestants, et où des policiers avaient même fait usage de leurs armes, blessant un manifestant. Saisissant cette occasion, plusieurs milliers de lycéens et étudiants étaient venus manifester devant le Parlement espagnol, protégé par d'importantes forces de police.

"Le mouvement a trouvé, bien que tardivement, en la personne de M. Maravall un interlocuteur ouvert au compromis" commente le journal Le Monde du 5 février, pour y voir là une différence d'avec le mouvement étudiant français aux prises avec Devaquet et Monory. Ce qui permet à ce journal, dont les sympathies vont bien-sûr au gouvernement socialiste — espagnol, de condamner "les jusqu'auboutistes" du mouvement étudiant espagnol, "survivants d'un gauchisme qui a depuis longtemps rendu l'âme en France" (sic), et de saluer ceux des étudiants "qui entendent jouer à fond la carte de la négociation, même si son issue reste encore incertaine".

Mais en réalité l'attitude du socialiste Maravall a bien plus de similitudes que de différences avec celle des RPR Monory et Devaquet. Car il a fallu deux mois de manifestations étudiantes, il a fallu surtout les affrontements du 23 janvier et l'indignation qu'a suscitée l'attitude de la police pour que le ministre espagnol devienne un "interlocuteur ouvert". Tout comme Devaquet avait fini par

découvrir qu'il y avait de bonnes idées dans l'UNEF-ID, juste avant d'être mis à l'écart, et que son supérieur Monory déclare que tout était renégociable.

Et que le ministre soit "ouvert" ou pas, son budget, lui, reste bouclé : et il n'a rien à offrir pour satisfaire les revendications étudiantes, ni sur l'extension des bourses, ni sur la suppression de la sélection à l'entrée des universités. "L'université ne peut devenir une fabrique de chômeurs", a déclaré le ministre. Comme si le fait que le chômage se fabrique tout seul (en Espagne il touche même 21 % de la population) était une excuse pour empêcher les jeunes de faire des études et d'y choisir la branche qui leur plaît. Aussi les négociations entreprises entre le ministre et des représentants des étudiants ne peuvent que tourner court. Et les manifestants étudiants demandent la démission du ministre.

Quant au ministre de l'Intérieur, il annonçait aux Cortès qu'il avait donné ordre aux policiers de ne pas utiliser leurs armes à feu contre les manifestants étudiants, mais au même moment la police se rattrapait à la matraque, à la lance à incendie, et en chargeant à cheval sur les manifestants.

Alors les manifestations qui ne cessent de se multiplier tous les jours depuis le matraquage du 23 janvier vont donc sans doute continuer à s'amplifier : dès le mercredi 4, lendemain des affrontements devant les Cortès, de nouvelles manifestations avaient lieu à Madrid, à Séville, à Bilbao; et à Barcelonne 1 500 lycéens sont entrés dans la Bourse qu'ils ont occupée pendant deux heures pour dénoncer "le gouvernement des banquiers et des boursicoteurs".

Car les étudiants espagnols, eux, ne se trompent pas. Le ministre de l'Education espagnol, pour s'excuser de cette colère étudiante devant laquelle il est impuissant, s'est lancé, devant les députés dans une analyse sociologique sur le malaise étudiant qui serait "les débuts revendicatifs de la première génération née en démocratie". Mais les matraquages de son collègue de l'Intérieur ont eu vite fait d'enseigner à cette nouvelle génération les limites de la démocratie. Et le gouvernement, même prétendu socialiste, ne fait guère illusion. Et c'est bien là son malaise à

Les deux organismes qui jouent, semble-t-il, le rôle de direction dans ce mouvement, le Syndicat des étudiants et lycéens (créé à l'automne dernier) et la coordination créée depuis dans le feu des événements appellent tous à la poursuite de la lutte. Le Syndicat a décidé de déclencher une nouvelle grève générale étudiante et lycéenne du 9 au 13 février, et appelle à une grande manifestation nationale à Madrid le 11 février prochain. La coordination étudiante de Madrid a appelé de plus à une manifestation ce vendredi 6 février à la Moncloa, le siège du président du gouverne-Les manifestations étudiantes

contreçu le soutien de catégories de travailleurs. Déjà lors de la manifestation de mardi soir devant les Cortès une délégation de paysans de l'Extremadura (au sud de l'Espagne) portant des sigles des Commissions ouvrières et du Parti Communiste Espagnol s'était jointe aux jeunes en colère. Les Commissions ouvrières, les syndicats enseignants et les associations de parents d'élèves ont annoncé leur soutien à la marche sur Madrid du 11 février.

Olivier BELIN

Les instituteurs dans la rue



(Ph. Elie Kagan)

Plusieurs dizaines de milliers d'instituteurs et d'institutrices ont manifesté le mercredi 4 février dans les principales villes du pays contre le décret sur un nouveau "statut des maîtres-directeurs" proposé par le ministre Monory et signé en début de semaine par Chirac.

A Paris, près de 10 000 personnes ont défilé de la place des Gobelins aux abords de l'Hôtel Matignon où les principaux dirigeants syndicaux espéraient être reçus, mais ne l'ont pas été.

Pour le moment, après ses déboires avec les lycéens et les étudiants, après sa trouille avec les cheminots, le gouvernement joue les durs avec les instituteurs. A bon compte. C'est plus facile. Les instituteurs sont moins nombreux que les lycéens et les étudiants. Ils sont moins déterminés que les cheminots. Une toute petite minorié d'entre eux, parmi les plus jeunes, ont fait grève presque quinze jours récemment, à Paris.

Le mécontentement, certes est profond. Ses raisons sont nombreuses. Il y a les salaires, les conditions de travail rendues toujours plus difficiles par les suppressions de postes et la baisse d'effectifs. Le nouveau statut des "maîtres-directeurs" joue surtout le rôle de catalyseur. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. D'autant que les motivations du gouvernement sont politiques. Il veut se venger, même si c'est petitement. Il veut marquer quelques points contre une corporation et des appareils syndicaux plutôt de gauche (qui, disons-le en passant, ont toléré du gouvernement précédent les salaires bloqués ou presque, les effectifs réduits, etc. qu'ils estiment insupportables aujourd'hui).

Cela dit, si le mécontentement existe, s'il est relativement profond — le nombre et le ton des manifestants le montraient —, les instituteurs hésitent à se lancer dans autre chose que des manifestations les jours de congés, ou des grèves très limitées et tournantes. Chez eux, le sentiment domine qu'une grève longue et dure ne serait pas forcément victorieuse, qu'elle serait impopulaire, même dans le milieu ouvrier où d'immenses problèmes se posent, évidemment, quand les écoles n'accueillent plus les gosses.

Mais bien sûr, du fait que la combativité n'est pas très grande, les instituteurs se trouvent une masse de raisons, ou de prétextes, à ne pas vraiment engager l'action. Ou du moins à en rester à des discussions, manifestations qui s'avéreront peutêtre des préparatifs. Et les directions syndicales ne les y aident pas vraiment.

Le principal syndicat, le SNI-PEGC, qui appartient à la Fédération de l'Education Nationale, et dont la majorité et la direction sont socialistes, a certes lancé un préavis de grève pour une durée indéterminée. Façon de couvrir tout ce qui pourrait se faire. Mais ce n'est pas pour cela que ses dirigeants incitent vraiment à la lutte et à l'organisation, ni coordonnent quoi que ce soit. (Ni les socialistes, ni les communistes qui animent une tendance non négligeable). Dans les écoles, les instituteurs restent isolés. Ils ne prennent contact que là où ils le veulent vraiment, et si certains, plus volontaires ou militants que d'autres, en prennent l'initiative. Et c'est bien pourquoi, à côté des appareils syndicaux, est apparue une "Coordination des instituteurs et institutrices en grève", qui suscite des échos bien au-delà de sa réelle représentativité.

La "coordination" a davantage de prestige que de réalité, le prestige que lui vaut le déclin et le bureaucratisme des syndicats en place (SNI-PEGC, mais aussi SGEN, lié à la CFDT et SNUDI, lié à FO; les deux derniers étant ultra-minoritaires face au SNI). Chez les instituteurs, se rallier à la "coordination" (qui a réuni, le 4 février au soir, environ 450 instituteurs à la Bourse du travail à Paris), est surtout une façon de dire qu'on en a marre des syndicats... ou du moins qu'on aimerait bien (vœu pieux et frileux) qu'ils soient autrement que ce qu'ils sont!

Alors, cette manifestation du 4 février, à Paris du moins, était en quelque sorte la succession de deux manifestations : les syndicats officiels en tête, la coordination ensuite. Les premiers avec la première moitié du cortège se sont arrêtés aux alentours de Matignon; la seconde, avec la seconde moitié, a continué ensuite jusqu'au Quartier latin) - "grève générale de l'Education Nationale" était souvent repris dans le cortège. Mais les néophytes auraient eu bien du mal à y comprendre quelque chose. Le cortège syndical à proprement parler ne manquait pas d'un certain dynamisme quant au cortège de la ou des "coordination (s)", il était truffé de banderoles portant la revendication d'"unité syndicale"... Ceux qui sont à l'initiative de cette "coordination", représentative du petit nombre d'instituteurs qui ont été les premiers et les seuls à se mettre en grève le 12 janvier, sont des militants syndicaux (SGEN-CFDT ou SNI — tendance d'extrême-gauche "Ecole Emancipée") ayant quasiment tous comme politique de chercher à exiger que les directions syndicales prennent les choses en

Cela dit, il y a un mécontentement et une agitation certaine dans le milieu des instituteurs. Toute la semaine, il y a eu un peu partout des grèves d'une heure ou d'une journée, des grèves reconductibles, des occupations d'Inspections académiques, des tracts aux parents d'élèves. Il y a eu cette journée de manifestations du 4 février où les jeunes, avec leurs chansons, leurs slogans et leurs pancartes humoris-

Chirac les deux pieds dans la glaise

Chirac a décidé de poser la question de confiance au Parlement qui va se réunir... dans deux mois ! On ne peut pas dire que le gouvernement ne voit pas loin. Peut-être bien même qu'il voit aussi loin qu'à l'horizon 1988. Car il paraît que Chirac baisse dans les sondages en même temps que Barre grimpe.

Ce qui monte aussi c'est la grogne des députés de la majorité. Il y a bien sûr dans l'UDF les partisans de Barre (ils se frottent les mains en douce), mais il y en a aussi parmi le RPR. Chirac les a invités à moins "remâcher leurs critiques".

Que ce soit le code de nationalité, la sélection à l'université, la grille de salaires des cheminots, ou encore l'institution d'instituteursdirecteurs, dès que le gouvernement veut faire quelque chose, il fait sortir du monde dans la rue. Et il se trouve alors à chaque fois, au sein des partis de droite qui composent la majorité, des ténors pour dire qu'il n'aurait pas fallu aller si vite, ou qu'on aurait dû d'abord se mettre d'accord avec les intéressés, etc.

Jacques Chirac, "C'est lui qui a les pieds dans la glaise", écrit J. Bothorel dans un article du Figaro du 4 février, après avoir amèrement constaté avant : "A l'endroit par exemple des instituteurs ou des fonctionnaires qui manifestent en ce moment, force

est d'admettre que le gouvernement reste ferme sur sa position, ne manque pas d'arguments légitimes. Pourtant cette position est des plus difficiles ; elle peut devenir intenable. Que diront alors élus ou militants du RPR et de l'UDF? Seront-ils les premiers — comme ce fut le cas dans l'affaire du projet Devaquet — à baisser leur garde?".

Si Chirac réclame la confiance, c'est qu'il a de bonnes raisons, lui, de ne pas avoir confiance dans les politiciens de sa majorité. Il voudrait bien aujourd'hui les faire taire et les voir serrer les rangs derrière lui. C'est dans ce but qu'il leur annonce que, s'ils l'ouvrent contre lui, ils vont devoir à la prochaine session parlementaire, ou bien se déjuger en lui votant la confiance, ou bien prendre le risque de passer pour les torpilleurs de la majorité en votant contre.

Cela suffira-t-il pour que les ténors de la droite, travaillés par les rivalités des chefs de la droite en vue des prochaines Présidentielles, mettent un bémol ?

Tout dépend finalement de ce qui se passera dans la rue. Car c'est bien la rue qui peut les faire taire ou les faire chanter, et le gouvernement n'a lui face à la rue que bien peu de moyens de résister.

Louis GUILBERT



tiques donnaient le ton, un ton décidé. On a entendu le désormais inévitable : "Monory, si tu savais, ta réforme où on s'la met...". On a entendu aussi, pêle-mêle: "Et hop, Monory, plus haut que Devaquet...", "La hiérarchie, c'est comme les étagères, plus c'est haut et moins ça sert", "L'école a besoin de fric, pas de flics"; on a lu "Garage Monory, le roi de la marche-arrière", "Ni dieu, ni maître-directeur", "Décret non, des craies oui"! Pour le 11 février, une autre manifestation nationale est prévue.

Monory a la vedette. Normal! Il vient de dire naïvement: "On a été élu sur une certaine politique. Il faut respecter ce qu'on a dit aux électeurs. Si sous la pression on ne respecte absolument rien des promesses, ça devient grave".

Alors, Monory essaie de faire plaisir à son électorat qui peut se satisfaire de voir renforcer le "pouvoir" des directeurs (qui en prennent déjà quand ils le veulent et quand ils le peuvent). Il flatte cet électorat qui aime la "hiérarchie" et l'argent.

Mais allez savoir si, à jouer aux malins, comme avec les étudiants ou les cheminots, les Monory ou les autres ne vont pas encore un peu plus s'enfoncer dans la voie de garage! Chevènement et les socialistes au gouvernement avaient réussi à faire chanter la Marseillaise aux instituteurs, et à bloquer leurs salaires. La droite a davantage de mal! Tout est politique! Mais raison de plus pour s'inquiéter... ou espérer!

Correspondant LO

Ce n'est pas tant les rénovateurs qui gênent la direction, c'est le risque d'un débat à la base

La crise provoquée par la démission de Rigout et de Poperen du Comité central du Parti Communiste suit son cours. Trente-cinq rénovateurs se sont réunis pour décider de rédiger un manifeste qui sera rendu public ultérieurement. D'après les journaux qui paraissent informés de la réunion comme Le Monde, il serait question de faire "référence au marxisme et à l'autogestion". Le texte "affirmera l'identité communiste et s'interrogera sur la place du courant révolutionnaire", croit savoir Le Monde. Bref, une déclaration un peu floue, assez vague pour ratisser large et tenter de plaire à tous ceux qui dans le PC n'ont pas confiance dans l'actuelle direction.

De son côté, la direction a, par la bouche de Marchais, indiqué: "Nous regrettons les démissions"; "J'aurais préféré qu'ils restent" a dit aussi Marchais qui, s'il les a fait partir, ne tient pas à le dire ouvertement.

Le ménage dans certaines fédérations a d'ailleurs été fait discrètement aussi, en remplaçant les rénovateurs ou en les flanquant de nouveaux responsables en accord avec la direction, sans le claironner.

Apparemment, donc, les rénovateurs n'ont pas trouvé le moyen d'influencer la politique du PC pour le faire se rapprocher du Parti Socialiste. Tout le problème pour eux a l'air d'être, s'ils partent, à combien ils vont sortir du parti. Et la seule chose qui préoccupe la classe politique est bien de savoir ce qu'ils vont représenter comme voix. Combien de voix leur départ va faire perdre au Parti Communiste, combien de voix ces rénovateurs pourraient ramener au Parti Socialiste.

Cette question ne concerne pas les intérêts de la classe ouvrière qui, de toute manière, ne se situent pas sur le terrain électoral.

D'un autre côté, si les rénovateurs sont obligés de s'en aller, cela prouve une fois de plus que le PC ne peut pas tolérer en son sein une opposition, une véritable vie politique, un débat démocratique.

Ce n'est pas d'avoir en son sein des gens sociauxdémocrates qui gêne le Parti Communiste. Ils ne sont pas tellement différents de l'actuelle direction; la politique de celle-ci a bien été pendant des années de participer à l'Union de la gauche, et de collaborer avec le Parti Socialiste.

Le problème est autre. Si le Parti Communiste ne peut tolérer aucun débat, c'est qu'il ne pourrait pas supporter qu'au cours d'une crise sociale des discussions sur la politique du parti puissent se développer au sein même de sa base militante, de ces militants ouvriers sur lesquels le PCF s'appuie, qui lui confèrent son originalité, qui lui donnent son influence sur la classe ouvrière, influence qui le rend utile à la bourgeoisie. Un tel débat s'engageant parmi les



Entre les rénovateurs (Juquin à gauche) et la direction du parti (Marchais à droite) la crise est ouverte.

militants ouvriers du Parti Communiste, et plus généralement dans la classe ouvrière, sur la politique à suivre pour les travailleurs risquerait d'empêcher la direction du PC de jouer son rôle de frein des luttes, ce rôle qui lui vaut parfois quelques postes gouvernementaux.

Alors pour les révolutionnaires, il n'y a pas d'autre politique que de soutenir la base ouvrière du Parti Communiste, de se rapprocher d'elle. Et s'ils le peuvent de se servir de la bataille contre les rénovateurs menée par le direction pour la transformer en bataille contre le réformisme, pour les idées révolutionnaires, pour l'avenir des idées communistes dans la seule classe susceptible de les réaliser, la classe ouvrière.

PS

• OK pour mettre la balle au centre...

Tout rapprochement socialocentriste serait "contraire à la ligne historique du PS", vient de déclarer Lionel Jospin. Quant à Fabius, il a tenu à rappeler qu'il n'était pas rentré au PS pour cela. Moins amnésique à propos de la "ligne historique du PS", Pierre Joxe s'est contenté de rappeler que la "troisième force" se situait dans un contexte historique différent: façon de dire qu'il ne faut pas en parler maintenant, mais qu'on pourrait voir plus tard. D'un autre côté, les sourires entre responsables socialistes et responsables UDF se poursuivent; par exemple, les socialistes du Conseil régional de Champagne-Ardennes viennent de s'abstenir sur le vote du budget régional pour éviter à son président, le CDS Bernard Stasi, attaqué par le RPR, d'être mis en minorité.

Mais on aurait bien tort de voir là une contradiction. Car en réalité, il y a deux problèmes pour le PS aujourd'hui : les présidentielles de 1988, et l'après-présidentielles.

En vue des présidentielles, il serait mal venu de faire trop de sourires à Barre, à Giscard ou même à Lecanuet, mais le PS voudrait bien aussi se ménager dès à présent des alliés dans la droite pour pouvoir gouverner avec eux, au cas où son candidat gagnerait les présidentielles.

• ... mais qui sera le chef d'équipe?

Le feuilleton de la préparation du congrès de Lille d'avril prochain du Parti Socialiste continue.

Et la seule question qui préoccupe tous les grands chefs du PS est évidemment qui sera le candidat du PS aux présidentielles, chacun voulant que ce soit lui.

Eh bien cet intéressant débat a pris une nouvelle tournure, Rocard ayant déclaré qu'il trouvait déplacé qu'on invoque cette question bassement terre-à-terre au prochain congrès, au lieu de discuter doctement programme.

Jospin lui en a donné acte. Lui qui voulait que chaque courant

présente sa propre motion est prêt à chercher alliance avec Mauroy et Chevènement, et même avec Rocard, en supprimant entre autres de sa motion la référence à Mitterrand, meilleur candidat du parti. Cela à condition que Rocard s'engage publiquement à n'être candidat que si le parti le lui demande... Et vlan!

Moyennant quoi, on ne parlera pas, c'est promis, candidatures au congrès de Lille. On parlera de tout, sauf de ce qui intéresse tous les participants. Mais après tout, l'UDF a bien réussi, elle, à ne pas prononcer le nom de Barre lors de son grand cirque...

PONS-PILATE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Et pour quelques voix de plus

Le ministre des DOM-TOM Bernard Pons est allé en Nouvelle-Calédonie se faire acclamer par les antiindépendantistes, avant que son projet de référendum soit présenté le 18 février en Conseil des ministres. Les discussions ayant été rompues avec le FLNKS sur les conditions de ce référendum, prévu pour l'été 1987, lors de la dernière visite à Paris du chef indépendantiste Tjibaou, Pons arrive à Nouméa en déclarant vouloir rencontrer les différentes composantes de Nouvelle-Calédonie à l'exclusion du FLNKS. Un air de matamore dont il espère tirer parti auprès de la population caldoche, hostile aux Kanaks et à toute idée d'indépendance.

Le référendum en préparation devrait en principe poser la question du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République française ou de l'indépendance. Ne seraient exclus du vote que ceux qui résident depuis moins de trois ans dans l'archipel. Par une politique de colonisation de peu-

plement, l'impérialisme français a fait en sorte que les Kanaks soient devenus minoritaires sur cette terre. Et la prochaine consultation, dans les conditions dans lesquelles elle se déroulera, reviendra une fois de plus à étouffer leur voix. Le FLNKS, organisation indépendantiste, conteste donc les règles imposées pour ce prochain référendum.

Aujourd'hui l'impérialisme français n'a plus assez de bénéfices à faire sur le nickel — la principale richesse de Nouvelle-Calédonie — et n'a plus vraiment d'intérêts économiques à y défendre. Il pourrait fort bien s'y accommoder d'une indépendance du même style que celle qu'il a cédée à ses anciennes colonies d'Afrique par exemple.

Mais la gauche n'avait pas eu le courage d'affronter vraiment les petits blancs de là-bas, les Caldoches, qui s'accrochent aux privilèges que leur confère encore leur situation coloniale. Et la droite a besoin de plaire aux "ultras" de là-bas pour des raisons électorales. Ce sont ces "ultras"-là qui, deux jours avant l'arrivée de Pons, se sont mobilisés pour manifester contre la présence d'un navire russe, avec à son bord l'ambassadeur d'URSS en Australie et des touristes australiens, lesquels n'ont pas pu débarquer dans le port de Nouméa. Un incident significatif du terrain politique sur lequel se situent les "ultras" caldoches.

L'actuel ministre des DOM-TOM ne manque pas une occasion de flatter cet électorat. Car si faible soit-il numériquement, il ne voudrait pas qu'il échappe à Chirac et au RPR. Alors quitte même à provoquer les notables du FLNKS les plus conciliants comme Jean-Marie Tjibaou, Bernard Pons prend dans le sens du poil la droite la plus bête du monde et du bout du monde. Même s'il doit mettre de l'huile sur le feu et contribuer à rendre la situation explosive : après lui le déluge, et seul compte aujourd'hui le racolage des voix pour Chirac.

Louis GUILBERT

FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS

1300 F à 1500 F pour 12 m², "ras-le-bol!"

Près de 300 jeunes travailleurs venus de 31 foyers de la région parisienne se sont réunis mercredi 4 février à Paris pour protester et s'organiser contre les hausses de loyer et les conditions de logement qu'on leur impose.

Il y avait de l'ambiance! Les résidents des foyers ont en effet de quoi être mécontents. "On doit payer entre 1300 et 1500 F pour des chambres de 12 m² et parfois moins, ce qui fait 1/3 du salaire pour beaucoup d'entre nous!" expliqua un résident. "La hausse des loyers est dans l'ensemble aux alentours de 4 % en janvier, mais chez nous elle est de 31 % depuis 2 ans" précisa un jeune de St-Ouen. "Et il y a aussi toutes les hausses déguisées, ajouta un troisième, les petits déjeuners et même les repas obligatoires qui font monter les prix parfois à 1900 F; les taxes diverses, pour un parking, une plaque chauffante, un frigo etc...". "Enfin, il y a les impôts locaux, s'exclama un jeune d'un foyer SNCF: chez nous, on doit payer 656 F (par an). Déjà, il y a l'administration, si en plus les mairies s'y mettent, où va-t-on?"

"Dans notre foyer, il y a 61 % des douches et 48 % des toilettes qui fonctionnent" enchaîna un résident de Châtillon. Sourires dans l'assistance. Visiblement, on connaît ça ailleurs... Et chacun de raconter la peinture qui s'écaille, le chauffage qui n'est pas au rendezvous, les cafards qui au contraire parfois le sont, la ligne de téléphone unique pour 200 personnes etc.

Bref, les foyers de jeunes travailleurs, théoriquement censés venir en aide aux jeunes arrivant de province ou en difficultés, ce n'est pas la vie de château et, en plus, c'est cher!

Alors ici et là, des directeurs de foyers ont tenté de justifier les nausses qui ont déclenché le nécontentement des jeunes, en nvoquant "les charges" qui auraient augmenté considéraolement... En réalité, les salaires lu personnel de service ne crèvent pas les plafonds, bien évidemment, et même, l'une des associations qui gère les FJT, 'ALJT, (l'Association pour le ogement des jeunes travailleurs) licencié l'an dernier 30 personnes. C'est-à-dire que ses charges turaient plutôt diminué...

Et puis, surtout les sociétés propriétaires des locaux ont augnenté considérablement le prix les loyers depuis 2 ans. 84 % de nausse pour certaines sociétés HLM, 118,2 % pour certaines SCI (Sociétés civiles immobilières), propriétaires des foyers gérés par l'ALJT par exemple, mais le problème est de même nature pour d'autres types de foyers.

Le comble, c'est que derrière ces SCI, se cache en fait la Caisse des dépôts et consignations, organisme dépendant de l'Etat. Autrement dit, la caisse des dépôts a largement anticipé sur la "liberté des prix" autorisée par Balladur. Le même Balladur, qui appelle aujourd'hui les citoyens à la vigilance envers les hausses de prix injustifiées et les dérapages !...

A noter également, que les sommes allouées, dans le budget 1987, à l'"action sociale" en faveur des Foyers de jeunes travailleurs a diminué de 14,6 % par rapport à 1986.

Par ailleurs, avec la crise, les TUC, les missions d'intérim et les périodes de chômage, de plus en plus de résidents ont du mal à payer en temps et en heure. Les banquiers taxent alors les découverts — de l'ALJT par exemple — au taux de 14 %!

Quand les entreprises privées ont des retards de paiement pour leurs cotisations sociales par exemple, l'Etat donne des consignes de clémence à l'URSSAF. Mais quand les jeunes travailleurs ont du mal pour payer, les banquiers spéculent sur leurs difficultés. Ça ne leur coupe pas l'appétit, au contraire!

Les jeunes travailleurs vivant dans les foyers semblent bien décidés en tout cas à se montrer vigilants à leur manière et à ne pas se laisser faire. Ils ont créé un "Comité inter-foyers des jeunes travailleurs de la région parisienne" et ont précisé qu'ils voulaient "obtenir l'annulation de toutes les hausses en cours et de toutes les augmentations déguisées (repas obligatoires, taxes diverses), ainsi que la satisfaction des revendications dans chaque foyer avec la garantie "qu'il n'y aura pas un seul licenciement parmi le personnel des foyers, que pas un seul foyer ne sera fermé, que pas un seul résident ne sera expulsé".

Dans l'immédiat, ils comptent alerter la population, les travailleurs, les municipalités, afin d'obtenir le maximum de soutiens. Des rassemblements et des manifestations doivent également avoir lieu dans diverses localités.

Les jeunes des foyers en ont "ras-le-bol" — c'est le titre de leur journal — et ils tiennent à le faire savoir!

Frédéric FERRIERES

HLM

Dinosaure et cage à lapins

Qu'on se le dise : Renaud a tort de chanter "ce qu'il est blême, mon HLM", ce n'est plus vrai. C'est du moins ce qu'affirme la campagne de públicité lancée ces dernières semaines par l'Union nationale des HLM, sur l'air de "certains préjugés sur les HLM datent un peu trop..."

Pour l'illustrer, un dinosaure percé de dizaines de petites fenêtres façon barre-HLM des années soixante, sur fond de cheminées d'usines. Ce qui est censé correspondre à des préjugés, préjugés auxquels s'opposeraient les commentaires des publicitaires. Et ceux-ci de nous vanter les 85 000 logements HLM — dont 12 000 pour la vente — construits en 1986 par un millier d'organismes HLM ou encore le fait qu'un logement HLM sur trois n'est ni une tour, ni une barre mais une maison individuelle. "Ce qui date un peu trop", les HLM s'en chargeraient puisque 500 000 logements construits par eux depuis la dernière guerre ont été rénovés, nous dit-on, avec un rythme de rénovation qui atteindrait 140 000 logements par an aujourd'hui.

On peut quand même se poser une question, à laquelle cette publicité ne répond pas : sachant que la plupart des 3 millions de logements HLM ne datent pas d'hier, loin de là, combien faudra-t-il d'années, voire de dizaines d'années pour rénover tous ceux qui en auraient besoin... au rythme "sans préjugés" annoncé par la publicité? On peut aussi se demander s'il n'aurait pas mieux valu consacrer les 25 millions de cette campagne à rénover des logements, car même si cela fait peu, cela aurait quand même permis, selon les statistiques des organismes HLM eux-mêmes, d'augmenter sérieusement le confort dans 360 d'entre eux...

La réponse apportée par les HLM, on le voit à cette publicité, n'est évidemment pas celle qu'attendent leurs locataires. Et pour cause! L'une des préoccupations majeures des organismes HLM aujourd'hui, est moins de construire que d'améliorer leurs logements... et surtout leurs loyers grâce aux superaugmentations autorisées dans ce cas... et de se débarrasser d'un certain nombre de ces logements, en les vendant à leurs actuels locataires ou à d'autres, afin d'avoir des rentrées d'argent frais.

La campagne de publicité actuelle n'embellira évidemment pas le cadre de vie de ceux qui habitent en HLM, mais elle contribuera peut-être à embellir l'idée que se font de ces logements leurs acheteurs potentiels.

Persuader les gens qu'habiter une HLM, "c'est-ça-qui-estchic", ça peut aider à faire vendre!

P.L.



SNCF (dépôt de Perrigny - Dijon)

MABOR, PAS D'ACCORD

Depuis la grève, le climat a changé à l'atelier : cela s'est bien vu la semaine dernière quand le chef a voulu faire travailler l'un d'entre nous sur la MABOR.

La MABOR est une machine qui nettoie les semelles de pantos et les carters et qui utilise à cette fin du perchloréthylène. Personne n'avait confiance dans cette machine, ni dans le produit qu'elle utilise.

Toute l'équipe s'est réunie pour dire au chef qu'on voulait en savoir plus sur la nocivité de ce produit et ce qui était prévu médicalement pour pouvoir y travailler.

Comme on avait l'air décidé, le chef a fini par

apporter les documents qu'il avait eus suite à la visite des inspecteurs du travail de la SNCF. Et il s'avérait qu'une visite médicale avant d'aller à ce nouveau poste de travail s'imposait naturellement. On a donc décidé d'aller en toucher deux mots à notre chef de dépôt entretien.

Aussitôt dit, aussitôt fait et les douze que nous sommes dans l'équipe, entraînant le chef d'équipe par la même occasion, nous nous sommes retrouvés dans le bureau du chef de dépôt entretien. Au début, celui-ci ne voulut rien savoir, prétextant que la visite médicale n'était prévue nulle part dans le règlement.

Plusieurs travailleurs sont intervenus en disant qu'une visite médicale ce n'était pas quand même grand chose... Devant notre détermination, il a fini par céder en disant qu'il allait téléphoner au médecin du travail et qu'il nous donnerait la réponse avant midi. Nous sommes alors sortis du bureau mais sans reprendre le travail. Une demi-heure plus tard, nous avions le droit de passer une visite médicale et le travail demandé fut repoussé au lendemain.

Maintenant on passe la visite médicale chacun notre tour, et puisqu'on ne peut compter que sur nousmêmes, on est bien décidé de ne pas en rester là.

La loi des vautours

Dimanche 1er février, l'actuel ministre du Logement, Méhaignerie, est venu déclarer à la télévision qu'il y avait des "abus inadmissibles" en matière de hausse des loyers. Mercredi 4, même ministre et même son de cloche sur France-Inter, alors que l'on citait le cas d'auditeurs s'étant vu réclamer des augmentations de loyer de plus de 100%.

Se voulant rassurant, le ministre expliquait que tout n'était pas permis, que les locataires devaient et pouvaient se renseigner auprès des directions départementales de l'Equipement, ou au ministère. Mais on se demande bien ce qu'il peut y avoir de rassurant, quand des centaines de milliers de propriétaires, petits ou grands, se croient tout permis et quand, en face, le ministre n'a rien d'autre à donner... qu'un numéro de téléphone! Un téléphone ministériel dont le standard est d'ailleurs saturé, 400 à 500 personnes appelant tous les jours pour expliquer qu'ici le loyer a peu augmenté mais que les charges se sont envolées, là que l'on fait pression pour qu'elles donnent leur congé ou acceptent un loyer exorbitant, ailleurs qu'on voudrait leur imposer des loyers libres dans des immeubles encore soumis au cadre de la loi de 1948, etc.

A VOS MARQUES, PRETS ? PARTEZ !

Qu'un ministre vienne, en public, s'expliquer à plusieurs reprises sur une loi à peine votée et qu'il présentait, il y a quelques semaines encore, comme "la" solution à tous les problèmes de logement, n'est pas commun. Mais c'est surtout symptomatique de l'âpreté au gain des possédants et des conséquences que cela peut avoir, en quelques semaines, voire en quelques jours, sur la vie de centaines de milliers de familles.

Le gouvernement et le ministre du Logement en particulier savaient en réalité pertinemment à quoi s'en tenir en faisant passer une telle loi. Déjà, avant le vote de celle-ci, en 1986, de nombreux propriétaires avaient, en toute illégalité, pris des "acomptes" sur leurs locataires. Pour eux, le vote d'une telle loi ne pouvait signifier qu'une chose : le signal donné à une ruée sur les hausses locatives.

Méhaignerie prévoyait même si bien les réactions des propriétaires qu'il avait convoqué à l'avance, pour leur recommander la modération — c'est du moins ce qu'il dit — les présidents de 25 compagnies d'assurances (qui sont les plus gros propriétaires de France, HLM mis à part) et les représentants d'organismes d'agents immobiliers et de syndics, la FNAIM et la CNAB, dont les milliers de membres gèrent souvent les locations des petits propriétaires privés.

Le résultat, on le connaît : quelques jours après la promulgation de la loi, des milliers de lettres partaient, qui réclamaient des hausses exorbitantes à des locataires. L'UAP (qui possède 20.000 logements), le GAN et les AGF (7.500 logements chacune) augmentaient des loyers de 30%. Mais le record est détenu par une filiale de la Caisse des Dépôts (la CNP, qui gère 12.000 logements) avec des augmentations atteignant 120%! Et on a pu entendre à la radio, mercredi 4, un de ses représentants, pas gêné, expliquer non pas que c'était une erreur... mais qu'on s'y était mal pris pour annoncer cette hausse!

LES POSSEDANTS FONT LA LOI

Alors, bien sûr, cette vague de hausses sauvages atteint un tel niveau que, maintenant, la presse s'en émeut. Elle explique même parfois que nombre de ces hausses sont abusives, voire illégales. Ce qui est exact. Mais n'est-ce pas cette même presse qui s'était largement fait l'écho du gouvernement auprès de sa clientèle et auprès du public en annonçant à tous vents que la loi Méhaignerie "libérait" les loyers ? Tout n'avait-il pas été fait, et par le gouvernement et par la grande presse, pour mettre en condition des millions de locataires pour qu'ils acceptent par avance ces hausses, puisque "c'était la loi"?

Méhaignerie a beau dire que tout n'est pas permis, que sa loi a prévu des "garde-fous" contre les prétentions des propriétaires, c'est de la blague! Combien de locataires iront mettre leur nez dans une telle loi pour savoir ce qu'ils devront payer? D'autant plus que cette même loi a prévu toute une série de biais laissant le champ libre à la voracité et au "savoir-faire" des propriétaires.

On n'en finirait pas d'en énumérer les exemples. Officiellement, seuls les propriétaires de logements neufs ou libérés, c'est-à-dire vides de locataires, sont autorisés à pratiquer des loyers libres (ce qui permet déjà de fortes hausses). Dans les autres cas, la loi prévoit — du

moins dans la période "transitoire" actuelle - qu'il doit y avoir accord entre le propriétaire et le locataire, mais elle n'interdit pas au propriétaire d'augmenter le loyer... s'il obtient cet accord. Et c'est là que réside l'une des escroqueries! Combien de propriétaires vont parvenir à leurs fins — ou y sont déjà arrivés par le bluff ou l'intimidation ? Combien de locataires se disent que d'ici quelques mois, quand les augmentations seront devenues plus importantes, ils ne pourront plus payer un loyer "ajusté" et préfèrent partir pour essayer de trouver moins cher... ce qui laisse un logement libéré, et donc à loyer libre, à leur ancien propriétaire?

Quant à la possibilité légale "d'ajuster" le loyer d'un logement occupé, même en cours de bail, elle est plus que favorable aux propriétaires : ceux d'entre eux (et à Paris ils sont plusieurs milliers à posséder au moins deux immeubles en entier) qui possèdent plus d'un logement, n'auront qu'à aligner des logements présentés comme "comparables" sur le loyer du plus cher. Ceux qui n'en ont qu'un n'auront qu'à demander à un agent immobilier de leur fournir un exemple de "comparaison", à la hausse évidemment.

Dans les cas où des locataires ne seront pas d'accord avec de telles hausses, qu'elles soient légales ou non, combien sauront comment les contester auprès de ces fameuses commissions départementales des rapports locatifs... dont certaines n'existent même pas encore? Bien plus nombreux, sans doute, sont ceux que les méandres et le coût de la procédure feront reculer. En revanche les propriétaires, eux, n'ont aucune raison de reculer, même quand ils se savent en parfaite illégalité, car ils ont vite fait de faire leurs comptes et les risques encourus sont minimes : le propriétaire, par exemple, de quatre studios qui double ses lovers aujourd'hui, même si un de ses locataires l'attaque en justice, verra quand même ses revenus globaux augmenter de 75%, ce qui est au moins aussi bien qu'à la Bourse!

DANS LES HLM AUSSI LES LOYERS S'ENVOLENT

Même les dix millions de locataires du secteur dit "social" ne sont pas à l'abri. Oh, bien sûr, les hausses de loyer des HLM sont officiellement limitées à 3% l'an (ce qui est de toute façon P'ACCORD POUR
NOTRE LOYER
A 3000F PAR
Mois, ET
CEUX-LA
QUI ESFLE?

plus que l'augmentation des salaires). Mais, sous prétexte de réalisation de "travaux d'amélioration", certains organismes HLM, comme à Paris dans le XIXe arrondissement, réclament jusqu'à 50% d'augmentation. Ceci sans oublier les charges — ce "deuxième loyer" qui ne sont nullement limitées. Dans ce cas, ce ne sont pas des propriétaires privés qui en profitent, mais indirectement les promoteurs, les constructeurs, les lotisseurs et de multiples autres intermédiaires capitalistes pour lesquels les HLM — en fait, leurs locataires - sont une véritable vache à lait. Combien de sociétés immobilières prospèrent, malgré le ralentissement d la construction de ces 15 derniè res années, grâce aux comman des et de fait aux subventions de HLM?

LES ANCIENS

En réalité, il n'y a aucune rai son pour que cette gigantesqu ponction exercée par les proprié taires (privés, sociaux où autres dans la poche de millions d locataires cesse. Elle va même s développer encore. L'occasion fournie par ce gouvernement es trop belle pour qu'ils n'en profitent pas, tous ces possédant petits et gros, pour s'enrichir malgré ou plutôt grâce à la crise aux dépens des plus pauvres.

Pierre LAFFITTI

Des logements sociaux pour des "cas sociaux", et puis quoi encore!

Un rapport sur le "logement social" vient d'être remis au ministre du Logement, Pierre Méhaignerie, par un responsable de la DAS (Direction de l'action sociale). Mais ce rapport a peu de chances d'être publié de sitôt, tant il est accablant, selon le *Canard Enchaîné* du 4 février, pour la ville de Paris, l'Etat et certains offices HLM.

Ce rapport met notamment en parallèle le fait qu'il existe 100.000 logements libres à Paris, alors que les besoins des mallogés y sont loin d'être satisfaits, accusant pratiquement l'administration de la capitale d'être une machine à fabriquer des sans-abri. La ville ne serait d'ailleurs pas la seule à pratiquer de la sorte : la SNCF, l'Assistance Publique et d'une façon générale l'Etat auraient eux aussi de nombreux logements leur appartenant qui resteraient inoccupés.

Les chiffres concernant l'office HLM de Paris sont eux aussi éloquents: sur les 140.000 demandes de logement se trouvant en fichier, 42.000 sont classées urgentes, ce qui n'a pas empêché cet office de ne fournir que 2.000 logements en 1986! La situation serait comparable dans les autres offices départementaux d'Ile-de-France, ce qui fait écrire à l'auteur du rapport qu'à ce rythme-là "un nouveauné d'aujourd'hui aura son HLM à 70 ans!".

Et encore, à condition d'avoir déjà un salaire correct puisque, toujours selon ce responsable de la DAS, il est impossible aujourd'hui d'obtenir un HLM à Paris quand on ne gagne pas au moins 8.000 F par mois... Et cela, c'était avant la grande valse des loyers...

P.L.

Le gouvernement encourage la reprise de l'inflation

Officiellement, l'objectif du gouvernement en matière de hausse des prix, c'est toujours de ne pas dépasser 2% pour l'année 1987. Après Balladur, Chirac l'a encore réaffirmé.

Pourtant, de tous côtés, dans les journaux, à la radio, à la télé, les réclamations, les mises en accusation se multiplient. C'est la valse des prix pour les produits de consommation courante, de l'épicerie au café pris au comptoir, en passant par les réparations automobiles, les coiffeurs,

La hausse officielle du mois de janvier serait de 0,5% à 0,6% ce qui représente un rythme annuel de 6 à 7,2%. Le gouvernement affirme que janvier est toujours un mois difficile et que cela ira mieux après. Mais en réalité personne n'y croit, et surtout pas les responsables gouvernementaux.

A QUI LA FAUTE?

Les autorités incriminent pêle-mêle les grèves, la vague de froid, le mauvais comportement de certains commerçants. Une première chose est certaine : on ne peut vraiment pas prétendre que les salaires sont responsables de la reprise de l'inflation. La seconde, c'est que, chaque hiver, le froid est accusé de faire flamber les prix. C'est évidemment ridicule : à ce qu'on sait, l'économie des pays nordiques, de Suède et de Norvège par exemple, ne s'effondre pas tous les hivers.

En réalité le gouvernement, comme toujours dans ces cas-là, cherche à dégager sa propre responsabilité et celle du patronat. Le gouvernement n'a pas seulement laissé les petits bourgeois s'enrichir un peu plus librement qu'avant, ce dont ils ne se sont pas privés, notamment en augmentant leurs prix. Il a lui-même donné le signal, en augmentant la fiscalité sur l'essence et en autorisant les trusts pétroliers à anticiper les hausses du prix du petrole brut. Résultat : le prix de l'essence, ordinaire et super, a augmenté de 36 centimes en moyenne, le gas-oil de 45 centimes et le fuel domestique de 40 centimes, de la mi-décembre à la mi-janvier.

La seule hausse du prix de l'essence, pour bien des salariés qui sont automobilistes, équivaudra à une augmentation de 0,5 à 0,6% de leurs dépenses. Si par malheur ces salariés se chauffent aussi au fuel, ils constateront que pour eux la hausse dépasse largement le niveau offi-

Alors, en ce moment, tout le monde accuse les commerçants, les garagistes, etc. C'est vrai

qu'ils en profitent. C'est vrai qu'il est scandaleux que le prix de la tasse de café ait augmenté de 10% alors que les prix du café et de l'électricité n'augmentaient pas, voire baissaient. C'est vrai que le prix des réparations automobiles a augmenté, etc.

Mais d'une part c'est bien le gouvernement qui l'a voulu, en libérant les prix. Et d'autre part, il ne faudrait pas que les commerçants fassent oublier les industriels.

L'AUGMENTATION DES PRIX DE L'INDUSTRIE

Selon les chiffres officiels, l'année passée, alors que le taux de l'inflation était de 2,1%, celui de la hausse des produits industriels était de 4,5%, c'est-à-dire plus du double (les services ont, eux, augmenté de 5,1%!). Pourtant en 1986, il n'y a pas eu d'aumentation de salaires. Bien au contraire, le patronat a bénéficié dans son ensemble d'une main-d'œuvre à meilleur marché : salaires bloqués, travailleurs anciens remplacés par des jeunes sous-payés, charges sociales diminuées voire supprimées, etc. Il n'y a pas eu non plus de grèves. Et pourtant, les prix industriels ont augmenté beaucoup plus que le reste.

On montre du doigt le cafetier qui augmente le prix du "petit noir". Mais c'est oublier un peu vite que les industriels de la brasserie ont, eux, augmenté il y a peu le prix des bières de 3,5% à 6% selon les qualités, au point de provoquer des protestations des cafetiers eux-mêmes!

Et ce sont tout de même bien les banques, qui ont engrangé 8 milliards de bénéfices en 1986, qui envisagent de faire coup double cette année en taxant les chèques de leurs clients. Quant aux hausses faramineuses de loyers qui sont dénoncées ici ou là, il n'y a pas que des petits propriétaires à en être responsables, mais souvent de grosses sociétés (les assurances par exemple) qui possèdent des appartements par milliers. En clair, c'est le grand patronat, et pas seulement le petit, qui s'est rué sur la libération des prix.

Selon Balladur, les consommateurs ne devraient plus compter sur l'Etat pour faire la police des prix : les consommateurs devraient se débrouiller euxmêmes, marchander, a-t-il dit.

Eh bien, marchandons! Marchandons de meilleurs salaires, contre les patrons. Marchandons des loyers décents, contre les spéculateurs.

Mais n'oublions pas que notre meilleur argument contre les possédants, c'est la trouille qu'on peut leur inspirer.

André VICTOR



Taxation des chèques

C'est beau, la libre concurrence

Dans le département de la Dordogne, le Crédit Agricole a déjà fait entrer en vigueur le système des chèques payants par celui qui les émet. Le Crédit Mutuel, concurrent, a annoncé qu'il ne ferait pas payer. Evidemment, un grand nombre de clients ont quitté le Crédit Agricole pour le Crédit Mutuel.

N'est-ce pas Balladur et sa suite qui ont déclaré qu'il fallait que les consommateurs comparent et changent de boutique, s'ils trouvaient moins cher ailleurs ? C'est ce qu'ils ont fait.

En risposte, le Crédit Agricole a décidé de ne pas servir les clients du Crédit Mutuel qui vont retirer de l'argent dans une billetterie avec une carte Interbanque (mais émise par le Crédit Mutuel). Non seulement les clients ne sont pas servis, mais le distributeur automatique avale leur carte. En prime, lorsqu'ils veulent la récupérer aux guichets du Crédit Agricole, en faisant la preuve de leur idendité, cette banque leur oppose un refus, renvoie la carte au Crédit Mutuel qui, lui, peut rendre la carte aux malheureux clients, mais plusieurs jours après.

A la suite de cela, le Crédit Agricole perdra-t-il de nombreux clients en Dordogne ou ailleurs? Le ministre des Finances prendra-t-il des mesures pour sanctionner le Crédit Agricole et ses procédés pour le moins indélicats envers des clients qui ont payé leur carte et qui ont dont le droit d'être servis correctement? Ce serait la moindre des choses de la part d'un ministre libéral, qui prône la libre concurrence et le droit du consommateur de faire son choix.

Mais peut-on parier que Balladur ne prendra aucune sanction?

A.V.

"Un coup de cœur, un coup de téléphone": ou quand le centime-ment!

La taxe de base du téléphone vient de baisser d'un centime, passant de 74 à 73 centimes. Ce n'est même pas une vraie baisse, puisque c'est une "compensation", qui vient avec retard, de la limitation à six minutes de la "durée de base" des communications interurbaines. Cette micro-baisse devait avoir lieu plus tard, mais Balladur a décidé de l'avancer un peu, pour compenser le mauvais indice des prix de janvier. Ce centime en moins provoque l'hilarité générale et souvent l'indignation. Surtout lorsqu'on sait, comme le rappelle le Parisien Libéré du 4 février, que "les Télécoms ont calculé qu'en l'absence de prélèvements du gouvernement dans leurs caisses (encore 3 milliards en 1986) la taxe coûterait aujourd'hui 50 centimes".

Ce qui signifie qu'à chaque communication, près d'un tiers de l'argent va à l'Etat, et non aux PTT.

Alors, un centime en moins, c'est ce qui s'appelle se faire... baisser.

De toutes les matières, c'est les watts qu'ils préfèrent

EDF a annoncé que les patrons bénéficieront d'une baisse de 1,5% à 2% sur leurs factures d'électricité. Mais pour les particuliers, ça ne diminuera que de 0,5%

Et pourtant les tarifs EDF sont déjà beaucoup plus bas pour les industriels que pour la population.

Comment se fait-il que l'électricité qu'on transforme en chauffage de logement, ou en éclairage, coûte plus cher que l'électricité qu'on transforme en pognon?

lls ne sont pas un peu givrés?

L'hiver est une véritable bénédiction pour ceux qui veulent augmenter leurs prix. Non seulement sous prétexte qu'il fait froid, mais aussi lorsqu'il cesse de faire froid!

Quand le gel s'arrête, l'administration impose des "barrières de dégel" sur certaines routes fragiles, en empêchant les poids lourds de s'y engager pendant quelques jours. Cela occasionne évidemment un manque à gagner pour les transporteurs, et aussi pour certaines entreprises. Le CNPF et le ministère des Transports ont évalué, chacun de leur côté, la perte sur l'an passé. On arrive à une trentaine de milliards en

moins pour les patrons ! On ne sait pas comment on est parvenu à ce chiffre considérable. De leur côté les transporteurs évaluent leur préjudice à un milliard. Quant à l'Etat et aux collectivités locales, il leur en coûtera entre 2,5 et 3 milliards de frais de remise en état des routes.

La Fédération Nationale des Transporteurs Routiers ainsi que le CNPF ont demandé en tout cas un assouplissement des mesures de "barrière de dégel". Et roulent les profits! Cela abîmera peut-être davantage les routes ? Oui, mais ce ne sont ni les patrons ni les entreprises de transport qui paieront.

Il n'y a rien à ramasser autour du tapis vert

Il était un peu probable que les syndicats de la fonction publique, qui avaient jusqu'au vendredi 6 février pour signer l'accord proposé par le ministre de Charette, acceptent de mettre leur paraphe sur ce texte.

Il y était proposé trois augmentations pour l'année: 0,6% en mars, 0,5% en août, et 0,6% en novembre. Soit au total les mêmes 1,7% avancés depuis le début de la discussion. Mais pas de "clause de sauvegarde" pour répondre à la demande des syndicats : le représentant du gouvernement s'est contenté, pour tout engagement, de prévoir "de se réunir en début 1988 pour faire le point", afin d'étudier "l'évolution des rémunérations des fonctionnaires". Hervé de Charette, qui proclame depuis le début qu'il n'est pas question de revenir à l'indexation des salaires sur les prix, en restant ainsi dans le vague, campe sur ses positions.

Là se trouve la limite des "concessions" que le gouvernement veut bien avoir l'air de faire pour "reprendre le dialogue social", selon la volonté affichée par Chirac lui-même quelques jours auparavant. Et alors que six syndicats (FO, CFDT, CFTC, CGC, FEN et autonomes), associés sans la CGT, avaient montré leur bonne volonté de jouer le jeu de la concertation, en acceptant la base de 1,7% d'augmentation pour l'année, moyennant des aménagements de dates et une clause de sauvegarde, la tentative a quand même capoté. Car les syndicats, même les mieux disposés envers le gouvernement, même les plus enclins à lui servir de paillasson pour un peu de "grain à moudre" n'ont pas pu décemment prétendre avoir obtenu quoi que ce soit qui puisse justifier leur signature.

0,6% au premier mars, alors que Balladur avait annoncé juste avant que, seulement pour janvier, il fallait s'attendre à 0,5 peut-être 0,6% ou encore plus, non ce n'était pas signable. 1,7% sur l'année, alors que le rythme du premier mois représente un taux annuel de 6 à 7,2%, alors que tous les économistes annoncent, avec la baisse du dollar et l'augmentation du pétrole, une reprise de l'inflation mondiale, alors qu'en France les prix libérés loyers en tête - flambent, aucun syndicat, aussi squelettique soit-il, ne peut sans risque prendre l'engagement de justifier sa signature dans ces conditions.

Surtout que le mécontentement sur les salaires grandit parmi les travailleurs. Ils sont bloqués depuis 1982, le gouvernement de gauche ministres du Parti Communiste compris — ayant supprimé toutes les indexations de salaires. Dans la fonction publique, depuis trois ans, c'est 7 à 8% selon les syndicats qui ont ainsi été perdus sur le pouvoir d'achat des salariés. Mais dans l'industrie c'est encore pire. Renault, qui n'a eu aucune augmentation en 1986, se voit attribuer 0,5% pour toute l'année 1987. Et dans la plupart des usines les ouvriers subissent des pertes de pouvoir d'achat plus importantes encore que celles des fonctionnai-

Il y a longtemps maintenant que les augmentations de salaires du secteur public ne servent plus de "locomotive" pour ceux du privé qui, avec le chômage, sont de plus en plus à la traîne. L'enjeu de la négociation entamée dans la fonction publique se trouvait ailleurs que dans l'exemple qu'elle aurait pu entraîner pour le privé. Pour le gouvernement, secoué par la grève des cheminots après la crise étudiante, il

s'agissait d'abord de montrer à l'électorat bourgeois que Chirac, contrairement à certaines apparences, était lui aussi à la recherche de cette "paix sociale" que les patrons souhaitent conserver pour continuer à arrondir leurs profits. Chirac ne voudrait surtout pas que ceux-là pensent, non seulement qu'un Fabius ou un Mauroy faisait mieux l'affaire que lui, mais encore moins qu'un Barre serait plus à la hauteur. Il s'agissait également pour Chirac d'essayer de redonner aux syndicats "de l'autorité", de faire en sorte qu'ils ne soient pas débordés, mais en mesure de contenir les grèves mieux qu'ils ne l'ont fait pour les cheminots. Et pour cela, il souhaitait qu'ils fassent preuve de leur capacité à obtenir quelque chose, sans lutte, autour du tapis vert.

Mais Chirac et de Charette n'ont pas voulu mettre le prix nécessaire à l'entretien de telles illusions. C'est tant mieux, après tout. Car si, avec l'inflation, le mécontentement des travailleurs sur les salaires continue de s'amplifier, c'est autant de barrières en moins qu'ils trouveront sur leur chemin.

Louis GUILBERT

Paribas

Le Loto, c'est moins cher



Un acheteur d'actions Paribas.

L'action Paribas ne sera cotée officiellement en Bourse que le 12 février. Vendue par l'Etat à 405 F, elle s'échange déjà à 500 F sur le marché "gris", euphémisme boursier de marché noir. On peut penser qu'on est assuré de réaliser une plus-value de 23,5% en quelques jours... Bonne affaire!

Les "petits porteurs" se sont rués : ils sont trois millions à avoir commandé du Paribas, contre la moitié seulement pour Saint-Gobain, il y a quelques mois. Succès "sans précédent de l'actionnariat populaire", a commenté Balladur... La Bourse mieux que le Loto?

Ça dépend pour qui... Côté "populaire", l'Etat a limité les choses... Ce n'est que 31% du total des actions émises qui ont été réservées au public, le reste allant d'office à des "investisseurs institutionnels", c'est-à-dire les capitalistes non "populaires", les seuls, les vrais, à qui reviendra le contrôle réel de la plus grande banque d'affaires française, et qui ont été choisis par Balladur lui-même en fonction de critères inconnus du public...

Du coup, l'homme du peuple n'aura droit qu'à un maximum de cinq actions au lieu des 10 promises... Ce qui ferait un "bénéfice" de... 475 F au cours actuel pour ceux qui revendront dès la cotation officielle... Au Loto, on ne gagne pas à tous les coups, mais on peut espérer mieux!

Quant à ceux qui seraient tentés par la fraction d'action gratuite promise à ceux qui conserveront leur lot pendant dix-huit mois (au début, il y avait une action gratuite pour dix actions conservées durant ce délai), ils risquent de déchanter. C'est Balladur lui-même qui a tenu à les prévenir, mezzo voce pour qu'ils n'entendent pas trop: "En acquérant (une action) on devient solidaire du destin (de l'entreprise) et l'avenir peut réserver de bonnes et aussi de moins bonnes surprises"... D'ici dix-huit mois, il peut se passer bien des choses à la Bourse...

Car il ne faudrait pas s'imaginer que, parce que le cours des actions en Bourse a quadruplé en moyenne depuis cinq ans, cela va continuer indéfiniment...

"Les performances des entreprises ne justifient pas toujours une progression aussi forte de leurs valeurs. Un jour ou l'autre, il y a aura des correctifs", explique Jean Boissonnat dans Le Parisien du 2 février. Façon édulcorée de dire qu'on risque à tout moment l'effondrement pur et simple des valeurs boursières, ou en tout cas une révision en baisse. Baisse dont les "petits porteurs" ne se rendront compte qu'une fois que leurs économies se seront envolées... Resteront à la tête de Paribas les "investisseurs institutionnels", dont l'essentiel des profits viendra, non des jeux boursiers sur le cours de l'action Paribas, mais de l'exercice du métier de banquier...

Prochaine privatisable: CGE. Là, il s'agira d'acquérir pour pas très cher un groupe industriel intensivement modernisé par l'Etat, son propriétaire de 1981 à 1987. Avec "l'aval" donné aux privatisations par le "succès populaire" de celle de Saint-Gobain et Paribas. "La démonstration de la privatisation, en tant que superbe outil politique, est faite. Celle de la privatisation comme moyen de financement et de développement pour les groupes industriels va maintenant débuter", écrit Le Figaro du 2 février. Autrement dit, avec Saint-Gobain et Paribas on a convaincu le public de faire de "bonnes affaires" en achetant des privatisables. Avec la CGE, on verra si les "petites" gens sont encore prêtes à remettre leurs économies aux industriels pour leur apporter de l'argent frais...

Derrière le mythe du "capitalisme populaire" reste le capitalisme tout court. Et, surtout, les capitalistes.

nous intéresse

Leur argent

Pendant que l'on prêche l'austérité aux travailleurs et qu'on les met en garde contre l'augmentation de leurs salaires qui pourrait mettre à mal toute l'économie, il n'est pas inintéressant de regarder ce qui se passe du côté de certaines entreprises...

261% d'augmentation du bénéfice net de Via-Banque : 260 millions de francs contre 72.

108% d'augmentation du bénéfice net de Via-Assurances : 150 millions de francs contre 72.

23% pour le bénéfice consolidé de Via-Transports Services.

377% pour la Française de Sucrerie : 62 millions de francs contre 13 millions.

Quant à la maison-mère de toutes ces mines d'or, le groupe Navigation-Mixte, le résultat net est en hausse de 14,5%, à 440 millions de francs. Tout cela ne tenant pas compte de "l'actif" de la société, constitué de deux milliards de fonds propres, environ autant de portefeuille boursier, ayant dégagé une plus-value de 2,6 milliards, plus que la mise... A Via, on boursicote mieux que la moyenne...

Si vous n'avez pas fait partie de ceux qui ont versé une larme attendrie sur la famille De Wendel, ancienne propriétaire d'un Sacilor criblé de dettes et mise à l'écart par la nationalisation en 1981, vous avez eu raison! Ça va très bien pour elle, merci.

Cap Gemini Sogeti, une des plus importantes sociétés mondiales de production de logiciels, que possèdent les anciens "barons de l'acier", affiche un chiffre d'affaires en expansion de près de trois milliards de francs, des profits nets de 190 millions de francs (en augmentation de

43% sur 1985). La société a pu acquérir des entreprises aux Etats-Unis, en Italie et en Allemagne, tout cela sans entamer son trésor de guerre (un milliard de francs) qui lui permet de saisir toute occasion qui se présente.

Quant à l'avenir, il a l'air de bien se présenter, puisque le groupe prévoit 240 millions de francs de profit net, pour 1987, en augmentation de plus de 26% sur 1986...

Une bonne adresse à donner à tous les chômeurs de la sidérurgie, qui ont une facture à présenter aux De Wendel...

J.-J. F.



MELILLA

La population arabe rejette le colonialisme espagnol

Le gouvernement socialiste espagnol, qui avait déjà bien des soucis avec le mouvement des lycéens (qui, contrairement à ce que nous avons écrit par erreur dans notre précédent numéro, dure depuis deux mois), se trouve confronté à un nouveau problème. Les quartiers arabes de la ville espagnole de Melilla, une enclave taillée dans le territoire marocain, viennent d'être le théâtre de manifestations : des voitures ont été incendiées, la population arabe s'est heurtée à la police espagnole de façon violente : quarante blessés ont été relevés, et pas tous dans les rangs des manifestants.

Le mouvement de protestation de la population arabe n'est pas né d'hier, mais l'état d'esprit a nettement changé ces derniers temps. Jusque-là en effet, la population arabe revendiquait plutôt la citoyenneté espagnole. Elle contestait en particulier la loi sur les étrangers pondue en 1985 par le gouvernement socialiste de Madrid, qui veut bien considérer que la terre de Melilla et de Ceuta est espagnole, mais pas tous les habitants qu'elle porte.

Le mépris des autorités espagnoles, les brutalités policières, l'hostilité des milieux colonialis-

tes espagnols, qui s'accrochent à leur statut de privilégiés, ont finalement eu pour effet de retourner la situation. Des notables musulmans qui tentaient d'obtenir des concessions, voire collaboraient avec le régime espagnol, ont changé leur fusil d'épaule. C'est le cas en particulier d'Aomar Dudu qui, d'ancien chargé de mission auprès du gouvernement de Madrid il y a encore deux mois, s'est transformé en portedrapeau de la révolte. Dudu a émigré dans la ville marocaine voisine de Nador, précédant de peu un mandat d'arrêt lancé contre lui par la justice espa-

Le gouvernement socialiste espagnol n'a pas eu plus de courage pour affronter la population d'origine européenne de Melilla et Ceuta que son semblable français n'en a pour déplaire aux ultras de Nouvelle-Calédonie. Aujourd'hui, il paraît prêt à assouplir sa position sur l'attribution de la nationalité espagnole aux Arabes. Mais la concession est bien tardive : une partie au moins de la population arabe revendique désormais son rattachement au Maroc.

Pierre VERNANT

ITALIE

Les dockers de Gênes ne veulent pas être "restructurés"

L'Italie connaît, depuis un peu plus de quinze jours, un conflit social à rebondissements multiples qui met en difficulté les directions syndicales, et en particulier celle de la CGIL, la CGT italienne. Car les dockers du port de Gênes ne veulent pas se laisser "restructurer" comme l'entendent les autorités portuaires et, d'accord avec cellesci contre les travailleurs, les dirigeants syndicaux.

A l'origine du conflit il y a, le 15 janvier, la signature à Rome par les représentants des trois confédérations syndicales nationales, CGIL, CISL et UIL, d'un accord sur la restructuration du port. Dans le but d'augmenter la productivité et de rentabiliser l'exploitation des dockers, cet accord prévoit de mettre fin à certaines prérogatives de la "compagnie unique" des travailleurs du port. Cette compagnie, dont l'origine remonte paraît-il au Moyen Age, est en fait une sorte de société ouvrière qui regroupe les trois mille dockers et qui a le monopole de l'embauche et des travaux de chargement et de déchargement. Jusqu'à présent, c'est cette "compagnie unique" qui organisait elle-même les équipes de travailleurs, au sein desquelles ceux-ci élisaient eux-mêmes leur chef d'équipe, baptisé le "caporal" pour la circonstance.

Les autorités portuaires, en Italie comme ailleurs, sont pressées de "moderniser" les conditions de travail... du moins quand cela peut se faire aux dépens des travailleurs et qu'il y a pour elles de l'argent à gagner à la clé. D'où leur volonté de mettre fin à cette organisation du travail qu'elles ont qualifiée de "médiévale" parce qu'elle était, sans doute, un peu trop favorable à leur goût aux travailleurs du port. Et elles ont trouvé pour cela l'accord des dirigeants syndicaux, prêts à se tourner contre les travailleurs au nom de la nécessité de faire face à la concurrence des autres ports européens, au défi de la modernisation, etc.

Le problème, jusqu'à présent, c'est qu'elles n'ont pas eu l'accord des travailleurs du port, c'est-à-dire tout de même de ceux qui déchargent les bateaux! Lorsque la représentante de la CGIL a tenté d'expliquer l'accord aux trois mille dockers rassemblés, elle n'a recueilli que des huées et même des jets de projectiles divers. Le "consul", c'est-àdire le docker qui préside la compagnie des travailleurs du port, bien que membre du PC et de la CGIL, est entré en rébellion ouverte contre l'accord signé par son syndicat, et les travailleurs du port se sont mis en grève.

Le port reste donc bloqué depuis quinze jours, si l'on excepte deux jours durant lesquels les dockers, menacés de réquisition, ont repris le travail à seule fin de repousser celle-ci... et juste le temps de se

rendre compte que le résultat de l'accord était de les mettre sous l'autorité, non plus du "caporal" élu par eux, mais de cadres techniques choisis par les autorités portuaires; avec pour seul résultat d'augmenter les rythmes de travail. La grève a donc repris de plus belle.

Depuis, les autorités portuaires tentent de trouver un accommodement avec, cette fois, la compagnie des travailleurs du port. Cela leur vaut les protestations des dirigeants syndicaux UIL et CISL qui leur reprochent de traiter avec quelque chose qui est "une société de secours mutuel et non une organisation syndicale". Mais ceux de la CGIL, qui représente en principe 90% des 3000 dockers, sont plus gênés, et contraints de se livrer à des numéros d'équilibristes. Ainsi, ils ont soutenu la grève, sans pour autant renier l'accord signé, sous prétexte que c'étaient les autorités du port qui ne respectaient pas l'accord. Manque de chance, c'est justement cet accord que les travailleurs du port, et avec eux leur "consul", repoussent!

Sans doute, ils sont loin encore d'avoir obtenu satisfaction. Mais ils ont au moins démontré, déjà, que les accords anti-ouvriers issus de la concertation syndicats-patronat ne sont que des chiffons de papier, quand les travailleurs n'en veulent pas.

André FRYS

TIERS MONDE

Pas de vaccins pour les pauvres

Le "Programme élargi de vaccination", lancé voici douze ans par l'OMS (Organisation mondiale de la santé), se solderait pas un demi-échec, à en croire certains spécialistes médicaux cités par Le Monde du 3 février. Ces spécialistes, qui viennent de se réunir en congrès au Niger, ont dressé un bilan pessimiste de ce programme dont l'objectif proclamé était d'immuniser tous les enfants, dès leur premier âge, contre six maladies infectieuses particulièrement graves : rougeole, tuberculose, poliomyélite, diphtérie, tétanos et coqueluche.

En fait, les propres chiffres de l'OMS montrent que, sur 19 millions d'enfants qui naissent chaque année en Afrique, moins de 7 millions sont vaccinés contre la tuberculose et à peine plus de 4,5 millions contre la rougeole, par exemple. Mais même là où le taux de vaccination progresse le plus, la situation reste dramatique. A preuve, un pays où,

disait-on, la poliomyélite aurait été en voie de disparition : la Gambie. Dans ce tout petit pays (620.000 habitants), l'an dernier, une épidémie de poliomyélite a frappé plus de 200 enfants.

Selon un médecin de l'Association pour la promotion de la médecine préventive, "on est frappé du fait que, dans les pays où la couverture vaccinale est de 30 à 50%, les épidémies sont plus fortes qu'avant (...). Il faut aller rapidement le plus loin possible et dépasser les 80%".

Qui peut croire qu'il est impossible de vacciner chaque année 19 millions de nouveaunés africains, non seulement contre les six maladies décrites plus haut, mais aussi contre d'autres maladies infectieuses qui continuent à faire des ravages, tels le choléra, la rage, la fièvre jaune, la méningite cérébrospinale, l'hépatite B?

Comme le déclarait un responsable du "programme élargi de vaccination" "il n'y a aucune raison technique pour que nous n'atteignions pas un taux (de vaccination) de 90%. C'est plutôt une question de volonté politique''.

Eh oui, "techniquement" on

pourrait mettre à l'abri des millions d'enfants dans les pays pauvres. Mais ce n'est pas une question seulement ou principalement technique, c'est une question de "volonté



politique": des Etats de ces pays pauvres, sans doute, dont les faibles moyens sont consacrés plus à maintenir leur population dans la pauvreté et l'oppression qu'à en améliorer la santé; mais avant tout des Etats des pays impérialistes, qui eux ont intérêt à ce que les peuples du Tiers Monde restent opprimés, mais pour lesquels ce ne serait absolument pas un problème — s'il était seulement technique, et non politique et social — de mettre à la disposition de tous ces peuples les moyens financiers, matériels et humains permettant de combattre certaines maladies dont l'humanité pourrait aujourd'hui être débarrassée.

"La santé pour tous en l'an 2000", s'est fixé pour objectif l'Organisation Mondiale de la santé. Un objectif qui n'est pas près d'être atteint, à moins que, d'ici là, l'humanité n'ait réussi à terrasser cette peste sociale qu'est la société capitaliste. P.L.

INTERNATIONAL

Aquino plébiscitée par les urnes, mais l'armée reste maîtresse du jeu



Corazon Aquino au palais présidentiel après avoir été plébiscitée par les urnes ; il y a toujours un militaire pas loin... (AFP)

Après que Cory Aquino a été plébiscitée par 80 % des suffrages lors du référendum constitutionnel, son gouvernement a décidé de faire passer en conseil de guerre 400 des militaires qui s'étaient mutinés le 26 janvier. Dans le même temps, le ministre de la Défense, le général Ileto, a menacé les chefs de la guérilla dirigée par le Parti Communiste de lancer "une offensive de grande envergure contre ceux qui ignorent les initiatives de paix du gouvernement" s'ils ne reprennent pas les négociations avec le gouvernement : les dirigeants de la guérilla avaient rompu les pourparlers à la suite de la fusillade du 22 janvier, où l'armée avait tué 18 manifestants paysans et blessé cent autres à Manille. Et le cessez-lefeu entre l'armée et la guérilla s'interrompt, officiellement, le

En fait, le plebiscite de Cory Aquino ne change pas grandchose. "Le gouvernement n'en a pas fini d'avoir des problèmes avec l'armée", a déclaré Juan Ponce Enrile, ancien ministre de la Défense d'Aquino, lui-même auteur d'une tentative putschiste et totalement libre de ses mouvements, Cory Aquino l'ayant même invité à participer à ses côtés aux cérémonies officielles qui commémoreront le premier anniversaire de la chute de Marcos, le 25 février... Les soldats ont massivement voté non au référendum constitutionnel, et Aquino a dit son "respect" pour leur choix, promettant de leur prêter davantage attention... Quant aux "éléments indésirables" de l'armée que Cory Aquino voudrait voir purgée, ils passeront en conseil de guerre pour tenter de faire oublier la mascarade qui avait marqué la fin de leur tentative de putsch; on avait pu les voir quitter en armes les positions qu'ils tenaient, leur chef ayant tenu une conférence de presse télévisée en compagnie du ministre de la Défense, puis être renvoyés dans une caserne. (A un putsch précédent, les mutins avaient été punis de... trente pompes chacun...) Mais c'est tout de même leurs pairs qui les jugeront en conseil de guerre, et les sanctions seront certainement symboli-

Si, comme cela semble, les Etats-Unis et les principaux responsables de l'armée sont encore décidés à s'abriter derrière le gouvernement de Cory Aquino, (un militaire anonyme de haut rang, interviewé par Libération (5 février) et dont les positions ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles d'Enrile a expliqué qu'elle avait "gagné un an pour consolider son pouvoir"), il fallait bien donner le change et ne pas placer Aquino dans une position trop ridicule.

Mais l'issue que préparent les responsables de l'armée est de plus en plus transparente. La seule question qui se pose est de savoir quand se produira une cinquième tentative de putsch...

Le soutien que Cory Aquino a obtenu de 80 % des électeurs ne ressemble pas à celui du mouvement qui l'avait portée au pouvoir il y a bientôt un an. D'après l'envoyé du Monde (Le Monde du 3 février), lors du rassemblement qui clôturait sa campagne électorale, il n'y avait "guère plus de 150 000 personnes là où

l'on comptait de 400 000 à 600 000 personnes il y a un an. Et surtout, une foule organisée, amenée en autocars (comme du temps de M. Marcos), qui avait perdu toute spontanéité." Toujours d'après le même journaliste, les supporters de Cory Aquino se sont "comportés dans les bidonvilles comme jadis ceux de M. Marcos, distribuant de l'argent pour inciter à voter "oui"".

Mais aucun des problèmes en suspens n'a trouvé un début de solution. Dans les villes, c'est toujours la misère ; à la campagne, la réforme agraire est toujours repoussée. Et face aux manifestants, paysans ou ouvriers, quand Cory Aquino ne distribue que de belles paroles, l'armée tire, comme le 22 janvier à Manille, ou le 31 janvier à Bataan, où deux grévistes ont été tués au cours d'une manifestation. Et alors que l'impérialisme américain et la bourgeoisie des Philippines comptaient sur Cory Aquino pour qu'elle parvienne à désarmer la guérilla paysanne dirigée par le PC, celle-ci est de moins en moins disposée à faire confiance à un gouvernement que l'armée ne tolère manifestement que très provisoirement.

Le régime de Cory Aquino tient encore, mais les chefs de l'armée se préparent ouvertement à abandonner ce frêle paravent pour affronter directement la population dont le soulèvement, il y a un an, les avait obligés à lâcher Marcos. Et personne ne prépare les pauvres des Philippines à cet affrontement inévitable.

J.J.F.

Habré veut consolider son régime au moyen de la guerre

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article paru dans le mensuel trotskyste de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes du 25 janvier 1987.

"La reprise de la guerre dans le nord du Tchad aurait fait plusieurs centaines de morts et de blessés rien qu'au cours de la bataille de Fada au début de ce mois. Des communiqués de victoire dans lesquels il était question de "débandade" ou de "fuite en avant" de "l'occupant libyen", se sont multipliés ces dernières semaines à N'Djaména. Certaines localités, notamment celles de Fada et Zouar seraient reprises par les forces gouvernementales tchadiennes.

Au-delà des chiffres exagérés des communiqués militaires évidemment favorables à celles-ci, au-delà de la fanfaronnade enfantine du journal gouvernemental Info-Tchad, il est possible que tous ces cris de joie reflètent un avantage réel sur le terrain. C'est le contraire qui serait surprenant si l'on tient compte du fait qu'en plus de leurs aides militaires dont le régime de N'Djaména a déjà bénéficié, les Etats-Unis et la France envoient quotidiennement ces derniers temps au régime en place des tonnes d'engins de mort. A cela s'ajoutent l'envoi de près de 1500 soldats français selon certains journaux et 15 millions de dollars américains "d'aide d'urgence".

Pour obtenir de leurs protecteurs américains et français un accroissement d'aides, les autorités tchadiennes ont présenté la guerre du Tchad comme un conflit opposant celui-ci uniquement à un pays "envahisseur", la Libye. Pour ces autorités, il n'y a plus d'opposants tchadiens

Par exemple le CDR, principale composante de l'ex-GUNT (ancienne coalition des forces d'opposition), n'existe plus. Ces autorités n'admettent l'existence des opposants que le jour où ceux-ci se rallient à elles. Il en était ainsi des FAP (Forces armées de Goukouni) lors de leur rapprochement avec N'Djaména, à la suite de leurs déboires avec leur protecteur d'hier Kadhafi.

Alors les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) renforcées par celles de Goukouni sont en train de voler de victoire en victoire ? Peut-être. Mais dans ce cas, est-il vraiment nécessaire d'organiser des manifestations de soutien au gouvernement comme l'a fait le

8 janvier le ministre de la Justice par exemple à Pala dans le sud, ou comme l'ont fait d'autres dignitaires à Abéché, dans l'est ou encore à N'Djaména?

Ce genre de manifestations qui font appel au "sentiment national" et au "patriotisme" des populations ne visent qu'un objectif politique : donner un caractère "national" à la guerre en créant une sorte d'unanimité derrière le gouvernement dictatorial de Habré qui a bien besoin d'élargir sa base sociale.

En effet, depuis cinq ans que Habré s'est imposé au pouvoir grâce à l'impérialisme, il s'est appuyé essentiellement sur son ethnie pour réprimer sauvagement toute tentative de révolte des populations. La guerre actuelle qu'il présente comme une guerre contre "l'occupation libyenne" pourrait être un moyen d'apparaître comme un défenseur de la "patrie" et de faire oublier ses crimes passés. (...)

La guerre actuelle n'est, pour Habré, qu'un moyen opportun pour tenter de consolider son régime. S'il se trouve des étudiants ou des intellectuels pour croire qu'il s'agit de défendre la "patrie", c'est leur affaire. En tout cas Habré, lui, n'y croit pas.

Et puis, même s'il s'agissait de défendre les "frontières nationales", qu'est-ce que les populations tchadiennes y gagneraient? Celles-ci vivraient-elles mieux et jouiraient-elles d'un minimum de libertés si, au prix de leur sang et de leurs vies, elles arrivaient à "reconquérir" quelques territoires de sable?

Pendant les vingt années de guerre au Tchad, les populations ont été rançonnées, humiliées et massacrées par tous les gouvernements — passés et présent. Les dirigeants actuels continuent à afficher leur mépris et le seul langage qu'ils connaissent est la répression.

Dans ces conditions, la seule guerre juste pour les travailleurs, les paysans, les opprimés tchadiens est celle qui consiste à prendre les armes contre leurs oppresseurs, contre leurs propres dirigeants. Et dans une telle guerre, ils n'auront aucun intérêt à tenir compte des frontières tracées par l'impérialisme pour diviser les peuples. (...)".



Reprise du travail chez Amédée-Prouvost à Roubaix

Lundi 2 février, le travail a repris au Peignage Amédée-Prouvost, après cinq à sept jours de grève, sans que les principales revendications aient été satisfaites. La direction n'a lâché que 1,5% au 1er janvier, 0,5% en octobre, le passage de 25 à 26% de la prime de nuit, une prime exceptionnelle de 2%, l'extension à tous de la prime de sécurité, et l'étalement des journées de grève.

Mais ce qui a le plus choqué, c'est la façon dont la reprise s'est effectuée, les responsables CGT et CFDT (FO et la CGC ayant refusé la grève) pesant de tout leur poids pour l'arrêt de la grève.

Vendredi après-midi, une nouvelle négociation avec la direction avait lieu pendant que le tribunal des référés de Lille rendait son jugement, qui donnait la possibilité aux patrons d'Amédée de faire appel à la police pour libérer les portes bloquées depuis quatre jours et quatre nuits par des piquets, si les travailleurs ne les levaient pas d'eux-mêmes.

Mais cette menace n'avait pas refroidi la détermination des grévistes présents ce vendredi après-midi.

Les responsables CGT et CFDT allèrent dans le même sens que la direction, en dramatisant les risques d'intervention de la police, en assurant que la direction ne cèderait rien de plus (comment le savaient-ils?), en avançant que 80% des ouvriers voulaient travailler (comment les ont-ils comptés?), en s'appuyant sur la situation sociale dramatique de quelques ouvriers, pour démoraliser les grévistes, les piquets, et les convaincre de rentrer chez eux, en attendant les décisions de l'AG du samedi matin.

La rage au cœur, conscients de la manœuvre qui se préparait, les grévistes de l'équipe de nuit maintinrent malgré tout leurs piquets, même s'ils étaient moins nombreux que les autres nuits

Samedi, à l'assemblée générale de 10 heures dans la cafétéria, le responsable CGT ressortit le même boniment que la veille, refusa aussi le micro à un gréviste, proposa la reprise, mais eut du mal à faire voter la fin de la grève à la centaine de grévistes présents, désorientés par le revirement des responsables syndicaux qui avaient jusque-là été à la tête du mouvement.

La grève pouvait-elle continuer ? Quelle serait l'attitude des non-grévistes lundi matin ?

Après les débrayages de jeudi et de vendredi, La Laignière se mettrait-elle en grève à son tour? La police interviendra-t-elle? En tout cas, la détermination des 100 à 150 grévistes qui avaient assuré les piquets était quasiment encore intacte, les tours de garde pour le samedi et dimanche étaient prévus.

Tout le monde savait que la journée de lundi serait décisive pour la continuation ou l'arrêt du mouvement, mais s'apercevoir que c'étaient les responsables syndicaux qui lâchaient les premiers et manœuvraient pour imposer leur point de vue a révolté les plus combatifs.

Lundi, le responsable CGT s'est fait prendre à partie publiquement par quelques ouvriers.

Et même si certains défendent l'attitude des militants syndicaux, ceux-là exprimaient le sentiment d'une grande partie des ouvriers.

STRAFOR (Strasbourg)

Plus fort que Paribas

Il y a quelques années, la direction de Strafor nous a donné des actions, pour nous faire participer aux bénéfices, disait-elle. Aujourd'hui, le cours de l'action est monté jusqu'à 600 F. Pour un travailleur qui en possède dix, c'est tout au plus de quoi faire un treizième mois de 6000 F une année ou l'autre. A condition que la banque veuille bien lui racheter à ce prix-là. En attendant, ces dix actions rapportent comme participation aux bénéfices la formidable somme totale de 90 F pour l'année. La banque qui les gère retient, elle, plus de 30 F de frais de gestion sur ce bénéfice, bien sûr imposable. C'est donc une soixantaine de francs que reçoit le cher "collaborateur", selon le vocabulaire préféré de Strafor.

Avant de pouvoir faire fortune à la Bourse avec cela, il faudra longtemps.

Correspondant LO

Les élections professionnelles au métro parisien

Le mardi 20 janvier, soit quelques jours après la fin des grèves qui eurent lieu à la RATP, était organisé le premier tour des élections de délégués du personnel.

Sur le réseau ferré de la RATP, les électeurs sont répartis en quatre grandes divisions d'importance sensiblement égale (environ 2.500 votants): M1, M2 et M3 pour le métro et une division pour le RER rattaché à la RATP. Sur l'ensemble du réseau, si l'on compare aux dernières élections des délégués du personnel, il y a eu cette année, au premier tour, 705 votants en moins, auxquels il faut ajouter 61 votes blancs et nuls supplémentaires.

De ce fait, le quorum n'a été atteint que de 50 voix sur le M3, de 10 voix sur le M1, mais il a manqué 63 voix sur le M2, ce qui a entraîné l'organisation d'un second tour sur cette division, comme la loi le prévoit en pareil cas.

La baisse du nombre de votants s'explique par la désapprobation qu'a suscitée la politique des syndicats durant les dernières grèves. Bon nombre d'agents leur reprochent d'avoir divisé et émietté le mouvement. Rappelons qu'à plusieurs reprises, la grève avait été suspendue, puis reprise, puis encore suspendue... les principales organisations syndicales appe-

lant chacune de leur côté à leur grève, et qui plus est à des jours différents.

Cela dit, au premier tour des élections, tous les syndicats n'ont pas perdu dans les mêmes proportions. Les plus touchés sont le syndicat autonome des conducteurs - jusque-là premier syndicat — et FO. Leur perte d'influence est due bien sûr au rôle modéré qui fut le leur durant les grèves, mais aussi, et peut-être surtout, au fait qu'aujourd'hui ils s'apprêtent à signer avec la direction un accord que refuse la majorité des travailleurs. Cet accord prévoit entre autres qu'en contrepartie d'une prime de 250 F quatre jours de congés seraient transférés de la période d'été à celle d'hiver.

La CGT, quant à elle, a bien moins perdu au premier tour : 50 voix sur l'ensemble du réseau et elle devient aujourd'hui le premier syndicat au métro.

Sur la division M2, il y a donc eu un second tour, le 3 février, puique le quorum n'avait pas été atteint au premier. Mais cette fois, une liste de candidatures libres, c'est-à-dire non parrainée par un syndicat, s'est présentée.

Cette liste a été constituée par quatorze conducteurs en désaccord avec la politique menée par les syndicats durant les grè-

ves. Ces conducteurs avaient alors tenté d'organiser les grévistes pour qu'ils prennent euxmêmes le contrôle de leur mouvement. Un Comité de grève fut ainsi élu au terminus de Saint-Cloud lors de la grève des 22, 23 et 24 décembre. Ensuite, avec d'autres conducteurs d'Italie 5, de Châtelet, de Saint-Cloud ou de Balard, ils cherchèrent à se coordonner pour renforcer l'organisation de la base dans la grève. Il existe donc au métro des travailleurs nettement en désaccord avec la politique des directions syndicales et certains d'entre eux se sont saisis de l'occasion pour se présenter au second tour des élections.

Cette liste a obtenu 194 voix, venant en troisième position après la CGT (419 voix), les autonomes (360 voix) et avant FO et la CFDT. Elle a obtenu quatre élus (deux titulaires et deux suppléants). A Italie et à Saint-Cloud, les deux terminus où travaillent la plupart des candidats, la liste passe en tête ou est presque à égalité avec la CGT. Elle fait des scores plus faibles dans les autres terminus, exception faite à Bobigny.

Ceux qui se sont présentés sur cette liste ou qui l'ont simplement soutenue sont bien sûr satisfaits et ils entendent bien maintenant continuer dans les terminus et les stations à s'adresser aux travailleurs et même à les organiser en vue des prochains conflits.

ÉCHOS DES ENTREPRISES

Les carottes pour faire avancer les ânes

L'autre jour, à la 1 Watt, notre chef n'arborait pas son sourire... avenant.

L'inquiétude le rongeait : pensez donc : si on n'allait pas plus vite à la Finition il risquait de ne pas toucher sa prime.

C'est à nous de bourrer pour que les chefs arrondissent leurs fins de mois. Pas très motivant, tout cela. Même les ânes, on ne les fait pas avancer en donnant les carottes à leur patron.

> Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SSC - Tours

Ils peuvent se le chronomètre quelque part

Dans le cadre de la politique de gain de productivité Peugeot annoncée par la maîtrise, les chronométreurs envahissent depuis quelque temps les différents secteurs.

Ces tristes toutous nous suivent partout, au point que nous devons, en plus de notre travail, faire attention de ne pas leur écraser les pieds. Si encore ils nous passaient les outils, ils nous serviraient à quelque chose.

Extrait du bulletin *Lutte*Ouvrière Peugeot - OCSOuest Sochaux



RENAULT-Flins

Le travail du samedi à l'honneur

A Renault Flins, on ne croirait pas qu'on est en période de chômage et que la Régie Renault en est à traquer les soidisant "sureffectifs". En effet, la "supercinq" se vend bien, la direction est en retard dans ses livraisons. Elle ne cesse de faire pression pour tenter d'accélérer les cadences ou d'allonger les journées et les semaines de travail.

Le résultat, c'est qu'on en est maintenant au retour presque systématique au travail du samedi. Le 10 janvier, les travailleurs de Flins ont dû récupérer le pont du 1er janvier. Et pratiquement chaque samedi, l'usine tourne avec des "volontaires" sur lesquels on fait pression pour qu'ils viennent en heures supplémentaires. Lorsque les défauts d'approvisionnement dus à la neige ont entraîné la fermeture de l'usine le jeudi 15 janvier, la direction a même tenté de faire récupérer une équipe le samedi... de 14 h 30 à 22h 30.

Devant la réaction des travailleurs, la Régie a dû reculer sur ce plan (voir LO n° 973). Mais, face aux travailleurs qui réclamaient que la journée soit tout simplement payée, elle a tout de même maintenu le principe de la récupération, en se contentant de la faire un samedi matin au lieu d'un samedi après-midi. Et elle a annoncé que, de toute façon, les travailleurs de Flins devaient s'attendre à devoir venir de nouveau plusieurs samedis, pour rattraper le retard de quelque 4000 voitures qu'il y aurait dans la production. Bien sûr, la Régie compte pour cela sur ce qu'elle appelle le "volontariat". C'est

aussi au "volontariat" qu'elle fait parfois rester des travailleurs jusqu'à 0 h 30 le soir, soit deux heures après la fin de l'équipe du soir. Mais ce "volontariat", c'est tout simplement le besoin d'arrondir les fins de mois par les heures supplémentaires, à un moment où la seule augmentation que la Régie prévoit pour 1987 est un petit 0,5%!

Licenciements d'un côté, surexploitation pour les autres, voilà donc la méthode Régie. Mais cela mène tout de même un certain nombre de travailleurs à penser que, puisque la Régie a tant besoin d'eux, il y aurait un autre moyen d'arrondir les fins de mois : contraindre la Régie à augmenter les salaires par la lutte.

Correspondant LO



CHR (Toulouse)

Radios: congés rayons, ça continue

Depuis que le directeur général veut nous supprimer 5 jours de congés d'éloignement rayons,

Après deux délégations qui n'ont pas fait reculer le directeur, nous avons décidé de faire la grève du zèle et de mettre les médecins devant leurs responsabilités.

Nous, nous sommes en permanence soumis aux rayons et nous savons que les risques ne sont pas totalement écartés. Nous ne tenons pas à faire les frais de la politique d'austérité et que, sous des prétextes plus ou moins bidons, on revienne sur nos acquis.

QUESTION IODE... ON PRÉFÈRE LES BAINS DE MER...

Depuis la semaine dernière, aux Isotopes Rangueil, nous ne faisons plus les examens nécessitant l'utilisation de l'iode 131, radioactif. Nous répondons ainsi au directeur général qui prétend que nous ne sommes plus exposés aux rayonnements.

Du coup, ce sont les médecins qui transportent les malades et qui injectent les produits.

Car il est bien évident que ce n'est pas celui qui a décidé de nous supprimer 5 jours de congés qui prendra le risque de nous remplacer. Pour lui, notre santé, ce n'est pas son... rayon.

CA NE NOUS **EMPÊCHERA PAS** DE REVENIR

Mardi dernier, pour l'arrivée des radios en grève, l'Hôtel-Dieu était en état de siège : la porte principale était bouclée et un comité d'accueil "vigilant" surveillait les entrées.

Tout ca pour nous! Vraiment, on leur fait peur, à ces messieurs!

LE MINI FAIT LE MAXI

Le directeur général a averti par note que les radios étaient tenus au service minimum.

Mais pour lui, le service minimum ça augmente chaque jour : 40% le 1er jour, 50% le 2e jour, 60% le 3e. Encore quelques jours, ça sera le service maximum!

De toute façon, ces pourcentages, on s'en moque. Pour le

service minimum, on sait ce qu'on a à faire!

ON NE VEUT PAS ETRE **SUR LA PHOTO**

En Radio-Pédiatrie, Neuro-Radio, etc., nous ne tenons plus les malades ni les cassettes pendant les radiographies. Il faut dire que nous ne faisons qu'appliquer la loi, qui dit que nous ne devons pas nous trouver sous le faisceau primaire.

Alors, bien sûr, cela retarde pas mal les opérations et les clichés laissent parfois à désirer.

Mais on ne peut pas d'un côté dire que nous ne courons qu'un danger minime et de l'autre nous demander de transgresser la loi...

> Extraits du bulletin Lutte Ouvrière du C.H.R. TOULOUSE Correspondant LO

CRÉDIT LYONNAIS (Paris)

Retour de flexible

Mardi 27 janvier, l'article du journal Libération annonçant que les guichets des banques allaient être ouverts six jours sur sept, avec la bénédiction des syndicats qui allaient signer un accord avec la direction, a soulevé pas mal d'émotion dans le personnel. Cette version a été reprise par la télé et la radio mercredi. C'est d'abord contre les syndicats que les réactions fusaient: "Nous ne sommes même pas au courant"; "Ils font ça dans notre dos".

En fait deux syndicats, la CFDT et le SNB (CGC), s'apprêtaient à signer l'accord. La CGT, FO et la CFTC avaient dit non.

Cela faisait plus d'un an que ce projet était en discussion et qu'il suscitait les réactions du personnel. Beaucoup exprimaient leur hostilité en disant : "C'est une atteinte à la vie familiale"; "Les écoles ferment le samedi et nous allons travailler ce jour-là". Et les mêmes y voyaient "une remise en cause des avantages acquis". D'autres employés, plutôt favorablement influencés par l'argument que cette mesure serait une amélioration du service rendu à la clientèle, s'inquiétaient pourtant de la remise en cause des deux jours de repos consécutifs. En 1983, les banquiers avaient déjà essayé de mettre en cause les deux jours de repos consécutifs. Mais ils avaient reculé devant le mécontentement et la détermination des employés.

Pour l'instant, le protocole en question ne concerne que le Crédit Lyonnais. Il va sans dire que, s'il était appliqué, les autres banques suivraient, concurrence oblige: il y a trop longtemps que les banquiers rêvent d'allonger l'amplitude horaire. Ils ont obtenu des dérogations pour un certain nombre d'agences, mais cela ne leur suffit pas.

Au Crédit Lyonnais, déjà, dans pas mal de villes, il y a des guichets ouverts du lundi au vendredi et d'autres du mardi au samedi, ce qui permet de dire que la banque "sur la place" est ouverte six jours sur sept. Mais le projet prévoit bien que, dans certains endroits, il faudra envisager l'ouverture d'une même agence six jours sur sept et aussi élargir l'amplitude journalière d'ouverture.

Alors que, dans les agences, des employés disent : "Attendons de voir comment cela va s'appliquer; si ça ne nous convient pas, nous nous y opposerons à ce moment-là", dans les services centraux, certains ne se sentent pas concernés.

Finalement, deux organisations syndicales, la CGT d'abord, FO ensuite, ont appelé à un rassemblement dans le hall du Siège central.

Lundi, nous nous y sommes retrouvés à 700. Il y avait environ 200 personnes de Levallois, 300 personnes du Siège et des annexes proches, et 200 personnes d'agences - il est vrai que bon nombre d'agences sont fermées le lundi et plusieurs employés ont reproché aux organisations syndicales d'avoir choisi ce jour.

Chaque syndicat a pris la parole, en précisant qu'il n'était pas question de signer un tel protocole.

Puis la CGT a proposé d'aller manifester devant l'AFB (Association française des banques, le syndicat patronal). Certains d'entre nous auraient préféré aller à la direction du Crédit Lyonnais, mais en fin de compte, nous sommes partis vers la rue La Fayette, siège de l'AFB, en passant devant la BNP et le Crédit du Nord, en scandant: "Lévêque, (actuel PDG du Crédit Lyonnais), si tu savais ton projet où on te le met...", etc. "Non, non à l'ouverture six jours sur sept''...

Mais nous n'étions qu'une minorité à avoir débrayé et manifesté. Il y a 17000 employés au Crédit Lyonnais sur toute la région parisienne.

Elargir la lutte, c'est le problème qui se pose maintenant à tous ceux qui ont participé à ce premier mouvement.

"Samedi, ca m'dit rien".



"Les vautours"

de Joël Houssin

La France a adopté des nouvelles lois qui laissent à l'initiative privée le prélèvement d'organes sur les personnes mortes accidentellement. Comme, la publicité aidant, ce type particulier de collecte et de commerce devient rentable, c'est un "créneau" qu'une entreprise capitaliste — la DCC — a tôt fait d'exploiter. Comme dans toute entreprise capitaliste, la soif des profits de ses détenteurs est insatiable. Ils ne reculent pas devant grand-chose, comme par exemple "pousser" la production, si on ose dire, à la faveur des accidents de la circulation... Et moyennant les accointances nécessaires, la police peut jouer un rôle utile en tant que pourvoyeuse de cadavres frais, notamment à l'occasion de la répression de manifestations (en l'occurrence, on la voit à l'œuvre lors d'une manifestation du Front National, ce qui laisse tout de même perplexe).

En aval de ces activités, il faut bien, pour que ce soit lucratif, s'assurer des débouchés, et même si possible s'en assurer le monopole. Les établissements hospitaliers avec leurs équipes de chirurgie finissent par réserver leur clientèle à la DCC.

Les nombreuses péripéties de l'histoire tournent autour du combat que mène un "collecteur" de renom, demeuré, lui, intègre et scrupuleux, pour conserver son indépendance et ses GRAND PRIX
DE LA
SCIENCE-FICTION FRANÇAISE
1986

principes en face du trust et de son personnel fort peu recommandable. C'est un combat disproportionné et qui semble perdu d'avance, malgré un dénouement artificiel qui veut que le (relativement) sympathique héros triomphe, au moins provisoirement, des sinistres brasseurs d'affaires.

Impossible au profane de juger de la plausibilité des considérations de technique chirurgicale qui accompagne cette sombre histoire. En tout cas, si les perspectives qu'elle brosse font frissonner, cette extrapolation à peine anticipatrice à partir des mécanismes bien réels de la société de profit se lit avec d'autant plus d'intérêt qu'elle est remplie de suspense et de rebondissements. Il vaut quand même mieux ne pas être trop émotif...

C. LG

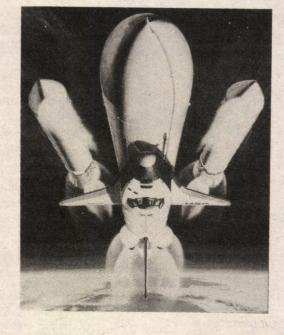
Collection Fleuve Noir — Anticipation.

"La saga de l'espace" d'Alain Dupas

Publiée dans la collection Découvertes Gallimard, La saga de l'espace retrace, étape par étape, le défi technique qu'a constitué la marche vers l'espace.

Il rappelle que l'espace a une origine militaire, puisque les premières fusées ont été développées en tant que missiles, toutes, américaines comme soviétiques, dérivant des sinistres V2 développés par von Braun durant la Deuxième Guerre mondiale.

Ce petit livre montre bien la concurrence acharnée entre les Etats-Unis et l'URSS, depuis ce 4 octobre 1957 où fut lancé le premier Spoutnik, jusqu'à l'explosion de la navette spatiale américaine le 28 janvier 1986. C'est l'impact des premiers succès soviétiques, avec le lancement du premier satellite et du premier homme dans l'espace, qui incita les dirigeants américains à convertir leurs engins, primitivement porteurs de mort, pour les diriger vers le ciel.



En revanche, le livre n'évoque pas ce qui fut et reste pourtant l'une des principales motivations des programmes spatiaux américains: la pluie de dollars qu'ils font retomber sur les entreprises américaines, l'Etat US trouvant là matière à subventionner ses capitalistes.

Alain Dupas n'évoque pas

non plus les débats qui eurent lieu sur l'utilité et l'avenir de la conquête de l'espace, sur les raisons qui ont pu conduire à choisir tel programme plutôt que tel autre. Tel quel, ce petit ouvrage se présente avant tout comme une collection de dates, de noms, et de techniques.

P.A.

"Ajedhora"

de Francis Lalanne

On peut apprécier, ou ne pas apprécier, le chanteur Francis Lalanne. On peut aussi n'en rien penser du tout. Mais il vient de publier un livre qui se présente comme un roman de science-fiction, décrivant une société idéale, celle à laquelle il aspire, apparemment — ce qui, a priori, peut susciter davantage d'intérêt.

Eh bien, on apprend dans cette "utopie" que l'égalitarisme en matière économique et sociale serait un carcan, contraire à la plus élémentaire justice; que les chefs d'entreprise, les inventeurs, les entrepreneurs, étant plus utiles au pays que les ouvriers, doivent légitimement être sur-représentés dans une espèce de Chambre des corporations; que "l'étatisme instinctif des masses populaires" les pousse à tout attendre des pouvoirs publics, ce qui les entraîne à "n'accepter"

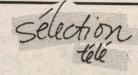
leurs droits que pour refuser leurs devoirs"; qu'il faut "éviter tout impôt sur l'industrie"; qu'une ferme sélection à l'entrée des universités est l'une des marques de la "maturité politique" des habitants de cette société idéale, etc,

Bref, question science-fiction, imagination et innovation, c'est raté. C'est même d'une rare indigence. Outre une critique débile de ce que serait le communisme, Lalanne se borne à asséner une série de poncifs réactionnaires dignes de la mentalité d'un petit patron, et délivre une profession de foi en faveur de l'économie libérale, de la course au profit et de la réussite individuelle!

Sous la guitare, le coffre en Suisse ?

C. LG

Ed. Flammarion — 79 F.



SAMEDI 7 FÉVRIER

14 h 30 — FR3. Hamlet, drame en cinq actes de Shakespeare, en version originale sous-titrée. La plus célèbre des tragédies de Shakespeare.

22 h 05 — TF1. Droit de réponse. Emission de Michel Polac qui réunit cette semaine des héritiers (pas n'importe lesquels) et des "self-made men" comme Bernard Tapie. Vontils nous faire pleurer sur leurs problèmes ?

DIMANCHE 8 FÉVRIER

20 h 30 — TF1. Les compères, film de Francis Veber avec Pierre Richard et Gérard Depardieu. Pour retrouver son fils de 17 ans en fugue, une mère fait croire à ses deux ex-maris qu'ils en sont le père. Et voilà nos deux compères entraînés dans des aventures rocambolesques.

20 h 30—LA 5. L'associé, film avec Michel Serrault. Pour réussir dans le monde des affaires un timide s'invente un double. Une fable sur l'absurdité des rapports commerciaux et financiers.

20 h35 — FR3. Les géants de la musique : Karl Boehm dirige l'orchestre philarmonique de Vienne. Don Juan de Richard Strauss et concerto pour piano numéro 4 de Beethoven.

22 h 30 — FR3. Cinéma de minuit : Mort à Venise de Visconti (d'après un roman de Thomas Mann). Au début du siècle, à Venise, un homme malade fasciné par la beauté et la jeu-

LUNDI 9 FÉVRIER

15 h — TF1. Le gorille vous salue bien. Film d'espionnage avec Lino Ventura.

20 h 35 — TF1. L'addition, film avec Richard Berry et Richard Bohringer. Une dénonciation de l'univers carcéral.

22 h — A2. Mégalo-Mégalopoles. Première partie : 12 millions de Tokyo. Début d'une série de quatre émissions sur la vie des et dans les grandes métropoles.

22 h 50 — FR3. Inventaire des campagnes, troisième partie d'une série

de six émissions : "la tradition et la mémoire" à propos de la famille et de la seigneurie dans le village.

MARDI 10 FÉVRIER

20 h 30 — TV6. Fiancés en folie, film muet de Buster Keaton (1925). Humour et gags à la Keaton mais qui ne manque pas de jeter un regard amer sur la société américaine.

20 h 35 — FR3. Marseille Contrat, film avec Michaël Caine et Antony Quinn. Pour lutter contre le patron de la drogue marseillaise, un policier n'hésite pas à faire appel à un tueur à gages.

22 h 20 — TF1. Le grand escalator. Le centre Georges Pompidou dans le cadre de son dixième anniversaire. Documents et interviews sur la vie culturelle du centre durant ces dix dernières années.

MERCREDI 11 FÉVRIER

20 h 30 — A2. L'heure de vérité. Valéry Giscard d'Estaing. Il paraît que son ambition personnelle est de devenir un jour le Président élu de... l'Europe! En attendant que va-t-il nous dire lors de ce quatrième passage à cette émission dans l'espoir de remonter sa cote de popularité... mise à mal par la "vérité" de sa politique passée.

21 h 55 — FR3. Thalassa: Je suis une légende. Sur le dauphin, l'animal marin qui suscite sans doute le plus d'intérêt chez les hommes.

JEUDI 12 FÉVRIER

20 h 30 — FR3. M.A.S.H., un film de Robert Altman. Sur le front de Corée, dans un hôpital chirurgical où les blessés défilent, sévissent trois jeunes médecins à l'humour féroce et insolent.

20 h 30 — LA 5. La maison des otages, film avec Humphrey Bogart. Des bandits en fuite font irruption chez une famille d'américains moyens. Suspense garanti.

22 h — A2. Jeudi Magazine. Extraits de quelques uns des meilleurs reportages de télévisions étrangères.

VENDREDI 13 FÉVRIER

21 h 20 — A2. Apostrophes. Vers la crétinisation générale. Bernard Pivot et ses invités débattront sur le thème — culture ou déculturation — dans le monde moderne.



"Bandini", "Demande à la poussière", "Le vin de la jeunesse", "Rêves de bunker hill" de John Fante

John Fante est un écrivain américain d'origine italienne. Ses romans et nouvelles ont été écrits pour la plupart dans les dernières années qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale. Peu connu en France, cet écrivain n'a été traduit que récemment et partiellement encore.

Bandini, Demande à la poussière, Le vin de la jeunesse ou Rêves de Bunker Hill, son dernier roman publié en 1982 (John Fante est mort en 1983), sont des récits très largement autobiographiques. Le personnage principal est Arturo Bandini, fils d'immigrés italiens. Son père, un maçon, et sa mère occupent dans ces livres une place importante, mais on y côtoie aussi bien d'autres personnages peints de façon souvent féroce, parfois émouvante qui ont marqué la jeunesse de l'auteur et ses débuts d'écrivain.

"BANDINI"

Ce roman raconte l'adolescence de ce fils d'immigré italien. Son père est poseur de briques. Il a quitté les Abruzzes et vit maintenant en Amérique dans la ville de Rocklin (Colorado).

Svevo, le père, a quatre enfants dont Arturo qui a quatorze ans. L'histoire se passe au moment de Noël, quand la grand-mère annonce son arrivée. Svevo ne travaille pas en cette saison: "la neige figeait le mortier entre les briques qu'il posait... Pas de soleil, pas de travail".

La vie que nous décrit John Fante paraît extrêmement banale. Les enfants vont à l'école des sœurs. Ils sont pauvres et on le leur fait bien sentir. Chacun se défend comme il peut de la pauvreté, du racisme quotidien, le père avec hargne et révolte, la mère en se réfugiant dans la religion.

Quant à Arturo, il se perd, lui, dans ses rêves de joueur de baseball, d'amours impossibles et de gloire future.

La simplicité des mots, l'humour mêlé de tendresse font de ce roman un livre attachant.

"DEMANDE À LA POUSSIÈRE"

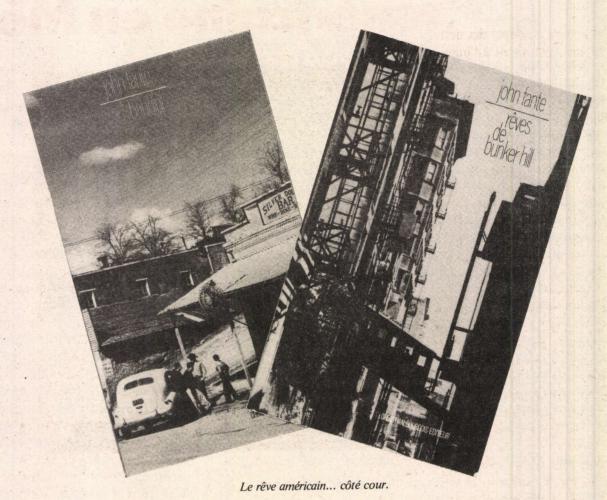
Nourri d'oranges qu'il déteste, Arturo est maintenant écrivain, dans l'attente de la parution de ses premières nouvelles.

Il loge dans un quartier pauvre de Los Angeles. Là où les bicoques en bois sont mangées par la suie, où les palmiers sont étouffés par le sable, le pétrole et la crasse.

Eperdument amoureux d'une jeune mexicaine, Arturo ne sait qu'être cruel avec elle. Il se moque de ses vieilles "huaraches" (sorte de godasses). Mais sous cette façade se cache tout de même la honte d'Arturo lorsqu'il repense que lui aussi a été humilié et méprisé, à cause de son nom "qui se termine par une voyelle."

Camilla, la jeune mexicaine, se détruit sous ses yeux, elle est droguée, paumée, Arturo essaye de la sauver... en vain.

Mêlant en termes simples l'humour et la douleur, John Fante nous entraîne avec ce roman dans la vie des immigrés italiens, philippins, japonais ou mexicains qui poursuivent un impossible "rêve américain".



"LE VIN DE LA JEUNESSE" ET "RÊVES DE BUNKER HILL"

Ces deux livres sont constitués par de courtes histoires.

Dans le premier, l'auteur décrit son enfance à l'école des sœurs. Plusieurs nouvelles ont d'ailleurs trait à la religion et ne sont pas particulièrement tendres envers les prêtres et les bonnes sœurs. Mais l'humour est toujours présent, comme lorsque, par exemple, le petit Arturo, pourtant en proie à la hantise du "péché mortel", n'hésite pas à chaparder ou à cracher dans le bénitier.

On retrouve aussi la vie de toute la famille. Le père, mauvais père, mauvais mari — mais qu'Arturo admire tellement! — rendu enragé par l'hiver qui le réduit au chômage; la mère écrasée par les enfants et la misère, vieillie avant l'âge, le tout conté en brèves nouvelles à l'humour toujours présent mais parfois grinçant.

Rêves de Bunker Hill raconte les débuts d'Arturo Bandini, alias John Fante, comme écrivain et scénariste à Hollywood.

S'en prenant à l'hypocrisie de tous ceux qui grouillent dans le monde hollywoodien, l'auteur brosse un tableau sans tendresse, écrivant cette fois de façon plus crue, plus paillarde.

John Fante est un écrivain à découvrir. Ses histoires à l'emporte-pièce et sa version du "rêve américain" vu du côté cour valent d'être lues.

Céline HOGAN

Les quatre romans sont édités chez Christian Bourgois *Bandini*, 267 pages — 100 F. *Demande à la poussière*, 272 pages — 100 F. *Le vin de la jeunesse*, 329 pages — 100 F. *Rêves de Bunker Hill*, 191 pages — 80 F.

selection

Dans les salles parisiennes

BONS BAISERS DE LIVERPOOL

Elaine, une jeune chômeuse de Liverpool, tombe amoureuse d'un marin russe et veut le rejoindre en URSS. Ses parents, et les autorités anglaises, s'y opposent. A travers cette histoire de prince charmant, ce film est une peinture corrosive de l'Angleterre du chômage; la jeunesse britannique lui a, paraît-il, fait un triomphe.

3 Luxembourg 6° (VO) Elysées Lincoln 8° (VO)

LE NOM DE LA ROSE de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14^e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.

Forum Horizon 1er (vo), Rex 2e, Ciné Beaubourg 3e (vo), Hautefeuille 6e (vo), Marignan 8e (vo), Normandie 8e (vo), St-Lazare Pasquier 8e, Paramount Opéra 9e, Nation 12e, Galaxie 13e, Gaumont Alésia 14e, Montparnasse Pathé 14e, PLM St-Jacques 14e (vo), Bienvenue 15e (vo), Kinopanorama 15e (vo), UGC Convention 15e, Clichy Pathé 18e.

ROSA LUXEMBURG de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la première guerre mondiale.

Cinoches 6° (VO) à 12 h 40 et 19 h 40.

WELCOME IN VIENNA d'Axel Corti

Vienne 1945, sous l'occupation alliée, après la défaite de l'Allemagne. Les hommes qui espéraient voir sortir de la guerre un monde meilleur

Signalons par ailleurs que le Théâtre des Amandiers (7, avenue Pablo Picasso, 92000 Nanterre) présente l'intégralité de la trilogie d'Alex Corti dont fait partie Welcome in Vienna. Sous le titre Vienne pour Mémoire, cette trilogie comprend Dieu ne croit plus en nous, Santa Fe et Welcome in Vienna (tous en v.o.).

Les séances ont lieu: les 7 et 8 février, les 14 et 15 février. Les trois films sont respectivement projetés à 15 heures, 17 h 30 et 20 h 30

doivent déchanter devant la réalité: la société autrichienne reste marquée par le nazisme et l'antisémitisme, l'armée russe n'a plus de "communiste" que le nom...

St. Germain Studio 5e (VO).

AUTOUR DE MINUIT de Bertrand Tavernier.

L'histoire émouvante d'un saxophoniste de jazz des années 1950. Pour faire aimer le jazz.

Cluny Palace 5e.

LES FUGITIFS de Francis Veber

Quand un casseur de banque professionnel se fait prendre en otage par un casseur de banque improvisé... mais sacrément têtu!

Gaumont Opéra 2°, Bretagne 6°, 14 Juillet Odéon 6°, Gaumont Ambassade 8°, Fauvette 13°, Gaumont Alésia 14°, Gaumont Convention 15°, Maillot 17°, Clichy Pathé 18°.

MISSION de Roland Joffé avec Robert de Niro et Jeremy Irons.

Au 17^e siècle, les Indiens Guaranis, encadrés par des missionnaires, sont livrés par l'Ordre des Jésuites aux troupes espagnoles et portugaises. Un plaidoyer pour une certaine forme de société communiste chrétienne et primitive... Des images splendides. Forum Orient Express 1^{er} (VO), Lucernaire 6^e (VO), Georges V 8^e (VO), Français 9^e, 7 Parnassiens 14^e (VO).

L'ÉTRANGÈRE de Zelda Baron

Une jeune lycéenne d'origine allemande en butte à ses camarades et à leurs préjugés dans l'Angleterre des années

Forum Orient Express 1er (VO). St Germain Village 5e VO. Georges V 8e (VO). Lumière 9e (VO). 7 Parnassiens 14e (VO).



Démonstration de force américaine en Méditerranée

Les Etats-Unis viennent de renforcer leur présence militaire en Méditerranée par l'arrivée d'un deuxième porte-avions en provenance de l'Océan Indien. Le groupe aéronaval ainsi constitué comporte également une force de débarquement de 3 800 fusillers-marins.

Dimanche dernier le secrétaire d'Etat américain, George Shultz, avait affirmé, dans une interview à l'hebdomadaire américain US News and World Report, que les Etats-Unis devaient être "prêts à utiliser la force militaire lorsque nous aurons une cible précise, que nous saurons précisément ce que nous faisons". Et il avait affirmé qu'à son avis l'une des causes de la vague d'enlèvements à Beyrouth pouvait avoir été les ventes d'armes à l'Iran.

A quoi va servir toute cette armada? A aller chercher des otages ? A récupérer ce Terry Waite, émissaire britannique de l'Eglise anglicane, retourné au Liban pour négocier la libération des otages américains et qui à son tour a disparu? Non. Il ne s'agit là que d'un prétexte à d'éventuelles représailles. Des otages, quelques professeurs, quelques journalistes, ou parfois un barbouze en mission mais dont c'est les risques du métier, les gouvernants s'en moquent. Ils se moquent même d'un Terry Waite: si sa mission tourne mal, on pourra toujours lui décerner le prix Nobel de la paix, comme viennent de le demander quelques parlementaires britanniques. Un homme capable de récupérer quelques otages inoffensifs contre la livraison de bons et vrais canons et missiles, mérite bien cette récompense inventé par le fabricant de poudre philanthrope Nobel!

La raison de cette démonstration de force américaine est ailleurs. Dans l'omniprésence des grandes puissances impérialistes, et en premier lieu des Etats-Unis, dans tous les conflits qui ensanglantent aujourd'hui le Moyen-Orient tant au Liban qu'en

Iran et Irak. Et même si les grandes puissances évitent le plus possible de s'y engager directement, elles en tirent les ficelles, attisent ces conflits, les contrôlent de loin, et tiennent périodiquement à faire planer l'ombre de leur puissance de feu, pour menacer les peuples et leur rappeler que l'impérialisme tient à rester en dernière analyse maître du jeu.

Car que serait la guerre Iran-Irak si les puissances occidentales ne l'alimentaient pas par des tonnes de matériel, d'armes, de munitions, qu'elles fournissent aux uns et aux autres, quand ce n'est pas aux uns et aux autres, comme le révèle chaque semaine avec plus de détail la presse ?

La guerre Iran-Irak, les grands Etats impérialistes, en sont même à l'origine. Jusqu'à la chute du chah, en Iran, la puissance américaine s'appuyait sur cette dictature et sur son armée, qu'elle finançait, qu'elle entraînait, qu'elle contrôlait. Lorsque la dictature du chah s'écroula, les Etats-Unis tentèrent de protéger les autres régimes à leur botte au Moyen-Orient, comme celui de l'Arabie Saoudite, de la contagion que pouvait entraîner la "révolution islamique". Non seulement les dirigeants américains ne reconnurent pas le nouveau régime, mais ils le combattirent. Ils laissèrent l'Irak, jusque-là considéré comme plutôt proche de l'URSS, voler au devant, de leurs désirs en attaquant militairement l'Iran, en affirmant clairement que leur but était de renverser de l'extérieur le régime de Khomeiny. La guerre n'a pas atteint son but premier, puisqu'elle a au contraire permis à Khomeiny d'éliminer toute opposition et d'asseoir sa dictature. Mais en s'éternisant elle a de fait neutralisé ces deux Etats qui, à un moment où à un autre avaient montré des velléités de s'opposer un peu aux intérêts impérialistes dans leurs pays. Et en dosant les livraisons d'armes aux deux camps, les grandes puissances occidentales se sont ingéniées depuis à

maintenir l'équilibre des forces et prolonger la guerre. "Diviser pour régner", telle reste la politique de l'impérialisme.

Les responsabilités des puissances impérialistes dans la guerre civile qui ensanglante le Liban, comme dans la guerre permanente que subit le peuple palestinien, sont tout aussi évidentes, puisque ce sont elles qui avaient tout fait pour créer les rivalités entre communautés religieuses différentes, entre féodalités. Ces puissances se sont servi de l'Etat d'Israël comme d'un gendarme pour la défense de leurs intérêts dans la région. Et les Occidentaux n'ont pas manqué non plus à diverses reprises d'intervenir directement sur le terrain, pour faire pencher l'équilibre des forces dans leur sens.

Certes il semble peu probable aujourd'hui que les Etats-Unis tiennent à débarquer des troupes au Moyen-Orient. La dernière expérience qu'ils ont eue en la matière a été cuisante : 250 morts d'un coup, victimes d'un camion piégé lancé contre une caserne de soldats américains en octobre 1983, conduit par un homme suicide. Ils avaient alors préféré rapatrier toutes leurs troupes. Car les guerres contre les peuples ne sont pas des guerres de tout repos, ce sont des guerres contre des hommes courageux, et non des mercenaires, et parfois contre des populations entières en révolte.

C'est pourquoi les actuels mouvements de la flotte américaine en Méditerranée orientale s'apparentent sans doute plus à une partie de poker sur fond des tractations secrètes, qu'à la préparation d'une véritable intervention militaire. Le plus vraisemblable est que les 3 800 marines restent sur leurs navires.

Mais peut-être pas seulement cela: il n'est pas impossible aussi que cette démonstration de force s'accompagne d'un bombardement terroriste semblable à celui que la flotte américaine avait effectué sur la ville de Tripoli en avril 1986. Et un tel bombardement terroriste, ou un raid militaire ponctuel ne serait évidemment pas destiné à des quelconques preneurs d'otage ou responsables d'attentat, (avec eux il est plus efficace de marchander quelques ventes d'armes). Il serait alors destiné une fois de plus à donner un avertissement aux peuples.

Mais par-delà les épisodes plus ou moins sanglants de ses interventions, l'impérialisme accumule aussi la haine et la révolte au sein des masses pauvres de la région qui demain se lèveront contre lui.

Louis GUILBERT

Livraisons d'armes à l'Iran: Franco de port

Hernu avait dit qu'il ne se sentait pas du tout gêné par les révélations sur les ventes d'armes françaises à l'Iran, à l'époque où il était ministre de la Défense. Et pour cause : ce n'est sûrement aucun de ses deux successeurs, son camarade Quilès ou l'actuel ministre Giraud qui iraient le lui reprocher, ni faire des révélations gênantes sur les responsabilités directes du gouvernement français dans ces ventes officiellement illégales d'armes à l'Iran. Et pour cause, puisque ces ventes ont continué en 1985 et toute l'année 1986.

Simplement le journal belge *Le Soir*, cité par *Le Monde* du 6 février, signale qu'une fois que le port de Cherbourg, dans lequel la firme française Luchaire faisait embarquer son chargement, a été brûlé, la firme avait seulement changé d'itinéraire, élisant le port belge de Zeebrugge comme port d'attache de son trafic.

Il faut dire que la cécité du service des douanes belges devait être confortée par le fait qu'il ne s'agissait entre les deux pays que d'un échange de bons procédés : les armes fabriquées en Belgique, ou en provenance d'autres pays européens mais transitant par la Belgique, faisaient, elles, un petit détour de discrétion par Lille.

S'épauler pour tirer le meilleur profit de la guerre Iran-irak, au lieu de s'en disputer le marché, n'est-ce pas une touchante preuve de solidarité européenne?

Carrefour du développement: Circulez, y'a rien à voir

Comme on pouvait s'y attendre, le scandale du Carrefour du Développement commence à être enterré. Du moins l'un de ses volets, celui qui met en cause les services secrets français et le ministère de l'Intérieur.

Personne ne nie pourtant qu'Yves Chalier, accusé de diverses escroqueries, recherché par la police, a pu s'enfuir au Brésil grâce à un passeport, prélevé sur le stock destiné aux espions, que lui ont fourni les services secrets français.

Mais comment, dans quel but, et sur ordre de qui? En bien, cela on ne le saura pas. Le "secret défense" qui est censé empêcher la divulgation des secrets mettant en cause la défense nationale est constamment opposé aux efforts du juge qui mène l'enquête. Et lorsqu'il s'obstine, c'est le Parquet, c'est-à-dire le ministère de la Justice, autrement dit Chalandon, qui donne tort au juge.

Le "secret-défense", depuis l'affaire Greenpeace jusqu'à l'affaire Chalier, de Hernu à Pasqua, n'est pas là pour protéger les secrets militaires français, en admettant qu'il y en ait, mais pour protéger les magouilles ministérielles. Et dans ce domaine, comme dans bien d'autres, on constate une remarquable symétrie entre les gouvernements de gauche et de droite.

A.V: